

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 1902.

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1903 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. BÉTHUNE.

MESSIEURS,

Au cours de l'examen approfondi que votre section centrale a consacré au budget des Affaires Étrangères, un membre a signalé les progrès marquants réalisés, au cours de ces dernières années, dans notre organisation diplomatique et consulaire, et les services de plus en plus considérables qu'elle rend au développement de nos relations économiques. Notre honorable collègue ajoutait, que le commerce et l'industrie apprécient hautement les efforts constants du Département des Affaires Étrangères pour donner satisfaction aux multiples intérêts qui lui sont confiés.

La justesse de ces réflexions a frappé tout le monde et la section a chargé son rapporteur de consigner, dans son travail, qu'il ne s'est élevé à ce sujet aucune voix discordante.

Le Gouvernement recueille ainsi le fruit de la persévérance avec laquelle les différents ministres des Affaires Étrangères qui se sont succédés, depuis une vingtaine d'années, ont poursuivi la réorganisation et l'extension des corps diplomatique et consulaire. Il a paru intéressant d'indiquer sommairement l'étape parcourue, et de marquer au moins par quelques traits généraux les progrès accomplis.

Tandis que le tableau relatif au Ministère des Affaires Étrangères ne comprend, dans le budget général pour 1884, qu'un crédit de 2,363,460 francs, le budget du département pour 1903 prévoit une dépense de 3,341,813 francs, soit une augmentation de près d'un million.

(1) Budget n° 4, V.

(2) La section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, *président*, était composée de MM. HENRI DELVAUX, BUYL, VAN CLEEMPUTTE, BÉTHUNE, GIELEN, DE MEESTER.

Cette augmentation porte principalement sur les chapitres II, III et V, comprenant les dépenses relatives aux légations et aux consulats, comme le prouvent les chiffres suivants.

BUDGET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONTANT PAR CHAPITRE DES CRÉDITS ALLOUÉS.

	Exercice. 1884	Exercice. 1903
Chapitre I ^{er} . Administration centrale	425,250	555,180
— II Traitements des agents diplomatiques.	879,500	1,064,000
— III Consulats	504,050	950,900
— IV Frais de voyage	170,000	200,000
— V Dépenses diverses relatives aux Légations et aux Consulats	250,460	550,200
— VI Missions extraordinaires, traitements d'inactivité et dépenses imprévues.	42,000	65,700
— VII Commerce, Émigration	105,900	169,833
— VIII Pensions, secours et créances arriérées	6,500	6,000
Totaux	2,565,460	3,541,813

Toutefois, la marche en avant, accusée par ces chiffres, serait relativement peu importante, si elle n'avait été doublée d'une réorganisation des services en cause, et spécialement, de changements importants dans leur mode de recrutement.

Nous croyons qu'il ne sera pas inutile de signaler les diverses transformations réalisées à cet égard, aux cours de ces dernières années, en ce qui concerne les deux services diplomatique et consulaire.

Corps diplomatique.

La nécessité pour la Belgique d'une organisation diplomatique complète, admise par tous les partis de gouvernement, a parfois été discutée par l'opposition.

M. le chevalier Descamps, sénateur, dans l'important ouvrage qu'il vient de consacrer à la Neutralité belge, a fait justice de ce préjugé en rappelant les discussions parlementaires auxquelles cette question a donné lieu dans notre pays :

« Dans un débat mémorable, en 1848, répondant à ceux qui, se fondant sur des raisons d'économie, préconisaient l'affaiblissement ou l'abaissement de notre représentation à l'extérieur, M. Dechamps s'exprimait en ces termes :

» « Nous avons maintenu le corps diplomatique d'abord, après la révolution, pour nous faire reconnaître par les puissances ; plus tard, pour affermir et développer nos relations commerciales ; mais nous l'avons maintenu surtout, Messieurs, pour le jour où les événements politiques deviendraient menaçants... S'il est une nation à qui l'imprévoyance est interdite, à laquelle

une diplomatie forte, persévérante et respectée, soit nécessaire, c'est la Belgique... Messieurs, dans la tempête qui nous enveloppe, on est résolu, pour sauver le vaisseau, de jeter des marchandises à la mer, et je le veux bien. Mais ce que je ne veux pas, c'est qu'on y jette le pilote et le gouvernail, c'est-à-dire notre force militaire et notre influence politique (1) ».

» Dans un autre débat important, en 1884, se plaçant au point de vue spécial du commerce et de l'industrie, et rencontrant la thèse de la substitution de consuls généraux aux agents diplomatiques, M. Frère-Orban n'eut pas de peine à démontrer qu'« un pareil système aurait pour résultat de compromettre singulièrement les intérêts de l'industrie et du commerce (2) ».

» Ce serait une erreur, en effet, de supposer que ces intérêts pussent être servis de la même manière et sauvegardés dans la même mesure, par des mandataires dépourvus du caractère diplomatique, ou n'occupant pas le même rang dans la hiérarchie des ministres publiques. Comme le rappelait M. le comte de Mérode-Westerloo, dans une nouvelle discussion engagée sur ce sujet en 1885, « la hiérarchie diplomatique a été fixée par des traités; ces traités sont encore aujourd'hui en pleine vigueur, et la Belgique a dû s'y soumettre quand elle a pris place dans le droit public de l'Europe. Il ne dépend pas de nous, pas plus qu'il ne dépend de tout autre État, de donner par exemple à des consuls, un rang et des attributions qui sont réservés à des agents ayant un caractère représentatif ou diplomatique (3) ».

» Ce qui peut facilement faire prendre le change à des esprits peu au courant des choses de l'ordre international, sur l'étendue des services rendus par la diplomatie dans les petits États, c'est le secret des négociations et la connaissance incomplète des difficultés vaincues, des résultats obtenus par les efforts d'un habile et persévérant labeur diplomatique. Pour juger de l'importance de certains bienfaits procurés ou conservés au pays par cette voie, il faudrait consulter les archives des affaires étrangères, qui ne sont pas du domaine de la publicité (4). »

Il est exact toutefois de dire que les intérêts économiques constituent, pour notre diplomatie, un champ d'action qui, sans doute, n'est pas exclusif, mais présente une importance relative plus grande que pour la plupart des autres États. A la Belgique, plus encore qu'à l'Angleterre, s'applique cet aphorisme d'un diplomate éminent, Sir Edmund Monson, ambassadeur à Paris : « La diplomatie est devenue l'intime associée du progrès commercial. »

Aussi l'opinion s'est-elle constamment préoccupée de voir développer l'activité remarquable dont nos diplomates de carrière n'ont cessé de faire preuve dans cet ordre d'idées, et ses exigences ont amené une modification rationnelle et utile dans le mode de recrutement de ce service.

Jusqu'en 1888, le recrutement du corps diplomatique était réglé par les

(1) DECHAMPS, discours du 4 décembre 1848 à la Chambre des Représentants.

(2) FRÈRE-ORBAN, discours du 7 février 1884 à la Chambre des Représentants.

(3) COMTE DE MÉRODE-WESTERLOO, discours du 21 février 1895 à la Chambre des Représentants.

(4) *La neutralité de la Belgique*, par E. DESCAMPS, p. 467.

arrêtés royaux des 10 octobre 1841, 15 août 1842, 1^{er} août 1858 et 30 juillet 1867. On paraissait généralement d'accord pour critiquer le caractère encyclopédique et théorique de l'examen diplomatique prévu par ces dispositions, et la place insuffisante qui y était faite aux questions économiques et pratiques.

L'arrêté royal du 4 février 1888 scinda le programme de l'examen en deux épreuves; l'une diplomatique, accessible aux attachés; la seconde, exclusivement commerciale, destinée aux secrétaires promus à ce grade à la suite de l'épreuve diplomatique.

Un nouvel arrêté royal, contresigné par M. de Favereau, et daté du 12 novembre 1897, a définitivement fixé le programme de l'examen diplomatique et les conditions d'admissibilité à cette épreuve.

Aux termes de cet arrêté royal, l'examen diplomatique porte sur les matières suivantes :

1. L'histoire du système politique de l'Europe et des principaux traités pendant la période moderne, en y comprenant la politique coloniale et avec les développements fournissant la preuve d'une connaissance complète de l'histoire du XIX^e siècle;

2. Les langues allemande, anglaise et espagnole. Les candidats seront interrogés à leur choix, sur deux de ces langues, et l'une d'elles devra être connue d'une manière plus approfondie;

3. Les principes du droit des gens et ses applications aux questions soulevées dans les derniers temps;

4. Les institutions politiques des principaux États de l'Europe et des États-Unis d'Amérique comparées à celle de la Belgique;

5. Les éléments du droit civil appliqués aux questions concernant la force obligatoire des lois civiles, la nationalité et l'état des personnes, les actes d'état-civil, les successions et les testaments des Belges à l'étranger ou des étrangers en Belgique;

6. Style diplomatique et protocole; exercice de rédaction sur un sujet politique ou historique.

Sont seuls admis à cet examen les attachés de légation réunissant les aptitudes et qualités personnelles requises pour faire partie du corps diplomatique, âgés de 23 ans au moins, qui sont munis d'un diplôme, obtenu en Belgique, soit de docteur en droit, soit de docteur ou de licencié en sciences politiques et administratives, et qui ont accompli au département des affaires étrangères ou dans une légation un stage dont le Ministre des Affaires Étrangères détermine la durée.

Les principales innovations consacrées par cet arrêté royal sont les suivantes :

1^o L'adjonction au programme des matières suivantes :

a) La politique coloniale;

b) L'histoire contemporaine;

c) La connaissance approfondie d'une seconde langue moderne, le candidat ayant le choix entre l'anglais, l'allemand ou l'espagnol;

d) Les applications pratiques du droit des gens;

e) L'importance plus grande attachée à l'exercice de rédaction sur un sujet historique ou politique ;

2° L'obligation d'être porteur du diplôme de docteur en droit, de docteur ou de licencié en sciences politiques ou administratives.

Précédemment il suffisait, on s'en souvient, du diplôme de candidat en philosophie et lettres, auquel on assimilait le grade d'ingénieur ou d'officier sorti de l'école militaire. L'expérience avait démontré, d'une part, qu'environ 50 p. c. des aspirants se contentaient du mince bagage de candidat en philosophie, et de l'autre, que les ingénieurs ou les anciens officiers se consacrant exclusivement à la carrière consulaire, la disposition qui les concernait était superflue.

Un arrêté royal du 3 décembre 1900 dispose que les attachés de légation qui, pour être admis à l'examen diplomatique, présentent le diplôme de docteur ou de licencié en sciences politiques ou administratives, doivent produire également le diplôme entériné de candidat en philosophie et lettres.

Un autre arrêté royal du 17 août 1902 exige que le diplôme de licencié en sciences politiques ou administratives, présenté par les attachés de légation pour être admis à l'examen diplomatique, constate qu'il a été délivré :

1° Après deux années d'études faites postérieurement à l'acquisition du grade de candidat en philosophie et lettres ;

2° A la suite d'un examen subi publiquement sur les matières déterminées par l'arrêté royal du 2 octobre 1893, et devant un jury composé de cinq professeurs au moins.

Cet arrêté ne s'applique pas aux diplômes de licencié délivrés avant le 1^{er} janvier 1903.

Si l'on considère que nos diplomates sont appelés à exercer dans les pays hors chrétienté les fonctions judiciaires les plus délicates, que même dans les postes européens, ils sont appelés journellement à élucider des questions de droit ou d'administration, on doit applaudir à l'innovation qui, exigeant des aspirants aux fonctions de secrétaire de légation la preuve de connaissances juridiques approfondies, doit permettre de renforcer le caractère pratique et professionnel de l'examen diplomatique.

Quant à l'épreuve commerciale organisée par l'arrêté royal du 4 février 1888, elle comprend les matières suivantes :

1° *Système commercial* : Législation, tarifs, politique commerciale et traités de la Belgique et des principaux États de l'Europe et de l'Amérique ; régime colonial ;

Faits commerciaux : Mouvement du commerce des mêmes pays avec l'étranger et avec leurs colonies, transit, marine marchande, indications plus détaillées sur les relations et les échanges de la Belgique avec les marchés les plus importants, situation des diverses branches de l'industrie belge, rapports spéciaux ;

2° *Règlements consulaires de Belgique* : organisation, attributions, juridiction des consulats, rapports des légations avec les consulats.

Aux termes de l'arrêté royal du 26 avril 1889, ne sont admis à cet examen que les attachés de légation ou les secrétaires de légation de 2^e classe qui ont subi l'examen diplomatique depuis un an au moins.

L'arrêté ministériel du 26 novembre 1897, signé par l'honorable M. de Favereau, accorde aux récipiendaires de l'examen commercial trois heures au moins, pour répondre aux questions de l'examen écrit. Vingt questions rentrant dans le cadre des matières indiquées à l'article 4 de l'arrêté royal du 4 février 1888, sont placées dans l'urne ; deux sont tirées au sort immédiatement avant l'examen écrit et sont aussitôt dictées à tous les récipiendaires.

La commission d'examen arrête chaque année au mois de décembre, les vingt questions destinées à servir de base à l'examen de l'année suivante. Ce questionnaire est, dans les dix jours, publié au *Moniteur belge* par les soins du Ministre des Affaires Étrangères.

Voici, d'après un numéro récent du *Moniteur*, le questionnaire destiné à servir de base à l'examen du 1^{er} décembre 1903 et publié en exécution de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1897 :

1. Étude sur le tarif douanier de la Belgique et sur les dispositions essentielles de notre législation douanière.
2. Historique des négociations commerciales entre la Belgique et la France depuis 1830 et des traités auxquels elles ont abouti.
3. La confection et la préparation des budgets en Belgique.
4. L'exploitation des mines en Belgique au point de vue économique et légal.
5. Les impôts en Belgique. Examen de la situation existante, et rapprochements avec celle des pays voisins.
6. La statistique commerciale. Son utilité. Indiquer comment elle est établie en Belgique et dans les pays voisins.
7. L'organisation de la Banque Nationale, spécialement au point de vue des facilités qu'elle procure au commerce.
8. Rapport sur le régime des entrepôts en Belgique.
9. Le système colonial de la Grande-Bretagne, envisagé spécialement au point de vue des liens qui unissent les colonies à la mère-patrie.
10. La politique commerciale de l'Allemagne.
11. Les relations d'affaires entre la Belgique et les pays d'Extrême-Orient ; la situation actuelle et les développements prévus.
12. Les richesses naturelles et l'avenir économique de la Sibérie.
13. La fabrication et le commerce des ciments.
14. Rapport sur la question des sucres.
15. Les applications industrielles de l'électricité et leur extension possible.
16. Étude des moyens préconisés en vue d'aider au développement de la marine marchande.

17. Rapport sur les travaux du port de Heyst et les installations analogues réalisées à l'étranger.

18. Étude sur les syndicats de vente et de production constitués par la grande industrie.

19. Rapport sur le commerce et le mouvement maritime du port d'Anvers.

20. Étude d'ensemble sur les moyens préconisés en vue de favoriser l'exportation directe des produits belges vers les pays extra-européens.

Les récipiendaires obtiennent à la direction du commerce et des consulats du ministère des affaires étrangères, des renseignements précis concernant les documents et ouvrages à consulter en vue de l'étude des questions énumérées ci-dessus.

Les commissions d'examen pour les deux épreuves diplomatique et commerciale comprennent les noms les plus éminents de la législature, de la magistrature et de l'administration, à côté de représentants autorisés du commerce et de l'industrie.

Il semble que, réorganisé sur ces bases, le recrutement du corps diplomatique soit désormais à l'abri de tout reproche. Qu'il soit permis cependant à la section centrale de prémunir contre une surcharge excessive des programmes d'examen, l'honorable Ministre des Affaires Étrangères, qui a contribué dans une si large mesure à cette réorganisation.

Les connaissances étendues dont les récipiendaires fournissent la preuve par les diplômes exigés pour l'admission aux examens doivent, à notre avis, donner aux épreuves diplomatiques et consulaires un caractère plutôt pratique et professionnel. C'est moins la mémoire que le jugement qu'il convient de développer chez les aspirants à une carrière où le tact, l'éducation, l'expérience, les aptitudes personnelles sont aussi essentielles.

Le Recueil des rapports des secrétaires de légation témoigne de l'attention avec laquelle plusieurs jeunes membres du corps diplomatique étudient les questions économiques. Parmi les derniers rapports publiés, on peut citer ceux sur la situation financière du Japon, sur la situation économique en Égypte, sur l'île de Formose, sur Cuba, sur les impôts en Portugal, sur la situation agricole dans le même pays, sur l'émigration japonaise, sur les trusts aux États-Unis, etc. Un rapport sur l'industrie houillère en Angleterre est sous presse.

Corps consulaire.

La réorganisation du corps consulaire pour être plus connue et parlant plus populaire, n'en mérite pas moins d'être rappelée; certaines dispositions sont d'ailleurs de date très récente.

Dès avant 1884, cette réorganisation fut réclamée avec persévérance par un ancien membre de cette Chambre, M. L. d'Andrimont, mais l'honneur de la réaliser fut réservé aux différents ministres qui, depuis lors, se sont succédés au Département des Affaires Étrangères.

On peut dire que, précédemment, il n'existait pas de carrière consulaire proprement dite. L'honorable M. de Favereau dans son Rapport au Roi du 25 septembre 1896 l'affirmait avec raison :

» Bien que les services rendus par les consuls ne fussent pas méconnus, on pouvait se demander, cependant, si les objections provoquées par l'absence de règles positives, quant aux conditions d'admission dans la carrière, ne finiraient pas par ébranler la confiance que le commerce doit avoir en la compétence des agents appelés à défendre ses intérêts à l'étranger. »

L'arrêté royal du 25 septembre 1896, complété par l'arrêté du 10 octobre 1896, donna satisfaction aux desiderata depuis longtemps exprimés dans les centres commerciaux et, en particulier, par le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce. Il organise, pour nos agents de carrière, une formation professionnelle et une hiérarchie effective comportant trois grades : consul général, consul et vice-consul, et se complète par les dispositions des arrêtés royaux des 13 janvier 1897 et 15 mai 1900, réglementant les examens consulaires.

Aux termes de ces dispositions, peuvent être admis aux fonctions de vice-consul, sans examen préalable :

1° Les porteurs de diplômes de licenciés du degré supérieur en sciences commerciales et consulaires, délivrés soit par l'Institut supérieur de commerce d'Anvers, conformément à l'arrêté ministériel du 12 janvier 1897, soit par les Universités belges aux docteurs en droit et aux ingénieurs, après des examens qui porteront au moins sur les matières spécifiées dans l'arrêté royal ;

2° Les porteurs de diplômes de licencié du degré supérieur en sciences commerciales et consulaires délivrés, après une année d'études au moins, par les Universités belges, aux licenciés en sciences commerciales ayant obtenu ce grade après deux années d'études, dans un établissement d'enseignement commercial public ou privé.

Les examens subis par les jeunes gens mentionnés dans cette dernière catégorie doivent comprendre au moins les matières suivantes, qui sont aussi celles de l'examen administratif d'aptitude, institué pour les diplômés qui ne peuvent produire un titre de diplômé du degré supérieur :

Notions de droit constitutionnel ;

Notions de droit administratif ;

Notions de droit civil ;

Droit commercial et maritime ; — notions de législation commerciale comparée ;

Notions de droit des gens ; — droit international public et privé ;

Économie politique et statistique ;

Règlements consulaires ;

Géographie industrielle et commerciale ;

Comptabilité et science financière commerciale ;

Connaissance des produits industriels belges et des marchandises d'importation et d'exportation ;

Rédaction française ;

Langue anglaise ou allemande.

Il est tenu compte aux récipiendaires des justifications qu'ils seraient à même de fournir quant à la connaissance d'autres langues, notamment du flamand.

Le Ministre des Affaires Étrangères peut, la commission entendue, dispenser les récipiendaires de subir l'examen sur celles des matières indiquées ci-dessus dont les diplômes obtenus antérieurement par eux impliquent la connaissance.

Cet ensemble de dispositions, a eu le mérite de donner une extension considérable au haut enseignement commercial et technique. Non seulement, nos universités se sont empressées, d'instaurer ou de compléter dans leur sein les cours supérieurs de sciences commerciales et consulaires, l'enseignement des langues étrangères, et même des langues orientales, mais encore de nombreux instituts se sont créés dans le même but. L'enseignement des langues surtout est en progrès; le programme d'une école supérieure de commerce qui nous tombait dernièrement sous les yeux, mentionne des cours de langue anglaise, allemande, néerlandaise, espagnole, italienne, portugaise, russe, chinoise, arabe, persane, turque et grecque moderne. C'est là, un effort sérieux et qui n'est pas isolé. Comme le corps consulaire ne constitue qu'un débouché insuffisant, au grand nombre de diplômés qu'a fournis du jour au lendemain cet enseignement commercial supérieur, plusieurs de ces jeunes gens se sont volontairement expatriés. Ainsi se prépare pour le commerce belge, une génération d'hommes instruits, destinés par leur formation professionnelle aux voyages lointains, ne craignant pas le séjour à l'étranger. C'est un idéal que l'on a longtemps poursuivi, sans grand succès pratique il faut bien l'avouer, par l'institution des bourses de voyages.

Il est incontestable, que nos relations extérieures se ressentiront favorablement de ce symptôme économique. Toutefois, pour que cette belle ardeur se maintienne, il convient d'élargir encore les cadres de nos consulats de carrière. La section engage vivement le Gouvernement à persévérer dans la voie où il est entré sous ce rapport, et à augmenter, si possible, le nombre des vice-consuls rétribués.

Au point de vue du traitement, les arrêtés royaux des 10 octobre 1896 et 26 mai 1900 ont classé les consulats en cinq catégories qui se répartissent comme suit ;

1^{re} catégorie : consulats ou consulats généraux au Brésil, en Chine, au Guatemala, aux îles Philippines, aux Indes Britanniques, aux Indes Orientales Néerlandaises, en Perse, au Siam, au Vénézuëla, aux Antilles.

2^e catégorie : consulats ou consulats généraux dans l'Afrique Australe, en Australie, au Chili, à la côte occidentale d'Afrique, au Japon, au Mexique, au Pérou, aux États-Unis d'Amérique ;

3^e catégorie : consulats ou consulats généraux dans la République Argentine, en Bulgarie, au Canada, en Russie, en Syrie, au Transvaal, en Turquie, dans l'Uruguay ;

4^e catégorie : consulats ou consulats généraux en Égypte, dans la Grande-Bretagne, en Grèce, au Maroc, en Tunisie ;

5^e catégorie : consulats ou consulats généraux en Allemagne, en Danemark, en Espagne.

Le temps passé dans l'un des pays figurant dans la première catégorie, compte double pour la supputation des accroissements de traitement accordés aux consuls généraux, à raison de l'ancienneté de leurs fonctions.

Au point de vue de leur répartition géographique, les consulats généraux se divisent comme suit :

Europe centrale et occidentale, 5 consulats : Liverpool, Cologne, Rotterdam.

Europe orientale, 3 consulats : Sophia, Moscou, Ekathérinoslaw.

Amérique du Nord et Antilles, 4 consulats : Philadelphie, San-Francisco, Ottawa, La Havane.

Amérique du Sud, 6 consulats : Buenos-Ayres, Caracas, Guatémala, Lima, Santiago, La Paz.

Afrique, 3 consulats : Prétoria, Durban, Tunis, Le Caire et Ténériffe.

Asie occidentale, 1 consulat à Smyrne.

Inde et Indo-Chine, 3 consulats : Bombay, Calcutta et Bangkok.

Extrême-Orient, 6 consulats : Shanghai, Séoul, Hankow, Hong-Kong, Tientsin et Yokohama.

Australie et Malaisie, 3 consulats : Manille, Melbourne et Batavia.

Le *Recueil consulaire*, dont le 117^e volume est en publication, est le témoignage éloquent de l'activité du corps consulaire.

Il publie à la fois les travaux de nos consuls rétribués et ceux de nos consuls marchands. A la lecture de cette revue, on se convainc que nos consuls marchands, placés désormais dans presque tous les pays du globe, sous la surveillance directe de consuls rétribués ou d'agents diplomatiques, sont mieux encadrés, et fournissent un travail assurément plus utile que par le passé. Il y a sous ce rapport, un progrès marqué, qu'il convient de mettre en lumière. Ajoutons que, pour les pays où nous ne sommes pas représentés par des consuls généraux rétribués, nos ministres ou chefs de légation servent de correspondants au *Recueil consulaire*. C'est ainsi que les derniers numéros parus contiennent des communications parfois importantes de nos ministres à Belgrade, à Tanger, à Mexico, à Rio, à Luxembourg, à Bucharest. Quant aux travaux de nos consuls généraux, souvent fort étendus, on comprendra qu'il soit impossible de les citer tous. Bornons-nous à mentionner les derniers rapports sur le Vénézuéla, Costa-Rica, l'Afrique australe, l'Inde, les Antilles, la Corée, etc.

Indépendamment du *Recueil consulaire*, le Département publie aussi le *Bulletin commercial*, qui rend de grands services à notre industrie.

En vue de déférer à un vœu formulé dans une des sections, votre section centrale s'était enquis des conditions matérielles d'édition de ces revues. Elle a donc posé au Département la question suivante : L'impression et le papier du *Recueil consulaire* ne pourraient-ils être améliorés ?

Voici la réponse de M. le baron de Favereau :

« Les informations commerciales publiées par le Département des Affaires Étrangères paraissent, suivant leur nature, dans le *Recueil consulaire* ou dans le *Bulletin commercial*. Il n'est jamais parvenu de plainte à l'administration concernant l'impression et le papier de ces deux publications. La mesure suggérée par la section centrale aurait pour effet d'augmenter le prix des abonnements, contrairement aux vœux souvent manifestés par les intéressés. »

Votre section a pu se rendre compte que ces revues sont, comme le dit l'honorable Ministre, éditées dans une forme parfaitement convenable.

Nos services extérieurs en 1884 et en 1903.

Nous résumons* en terminant la situation générale de nos services extérieurs en 1884 et en 1903, d'après les renseignements fournis par le Département.

1° *Corps diplomatique.* — En 1884, nous possédions 19 légations, auxquelles étaient attachés 10 conseillers et 14 secrétaires rétribués.

A l'heure actuelle, notre corps diplomatique comprend 24 légations, 14 conseillers, 17 secrétaires rétribués.

Indépendamment de ce personnel, un certain nombre de secrétaires et d'attachés, qui n'ont pas terminé leur stage, ne sont pas rémunérés.

2° *Corps consulaire.* — Le corps consulaire *rétribué* comprenait, en 1884, 25 agents, dont 22 consuls généraux et 3 consuls.

Le service consulaire *non rétribué* comptait, à la même époque, 422 agents de tous grades.

Le corps consulaire *rétribué* comporte actuellement (10 décembre 1902) 59 agents, soit 25 consuls généraux, 6 consuls et 28 vice-consuls.

Le corps consulaire *non rétribué* comprend, en ce moment, 585 agents de tous grades.

Plusieurs consuls généraux sont également accrédités comme agents politiques ou chargés d'affaires.

3° *Interprétariat, drogmanat, etc.* — Le tableau du personnel de nos services extérieurs, se complète par celui des emplois administratifs, drogmans, interprètes, etc., individuellement indiqués au budget.

Voici, d'après les renseignements du Département, la situation actuelle de cette carrière :

« Il n'existe pas actuellement d'arrêté organisant la carrière de l'interprétariat. Dans les pays d'Orient et d'Extrême-Orient, les gouvernements européens ont, de temps immémorial, adjoint à leurs légations et consulats des drogmans ou interprètes au courant des usages et de la langue des contrées où ils exercent leurs fonctions, et qui servent d'intermédiaires pour les relations avec les autorités locales.

» Le développement que l'enseignement des langues étrangères a pris en Belgique, dans ces dernières années, et les expatriations plus fréquentes des

jeunes Belges ont permis au Gouvernement du Roi de confier quelques-uns des emplois de cette nature à des nationaux.

» Ce n'est que lorsque les essais qui ont été tentés jusqu'ici auront permis au Gouvernement de se faire une opinion définitive sur la valeur pratique de l'innovation qu'il sera éventuellement possible d'organiser la carrière de l'interprétariat. »

Nous ne possédons pas les renseignements relatifs à ce service pour la période d'il y a vingt ans, mais le progrès ici encore est indéniable.

4° Bourses de voyage. — Le crédit de 43,000 francs porté au budget de 1884 permettait l'allocation de sept bourses pleines de 6,000 francs et d'une demi-bourse de 3,000 francs.

Le crédit de 90,000 francs, actuellement inscrit au budget pour le même objet, permet l'allocation de quinze bourses de 6,000 francs.

Les titulaires de ces bourses sont établis dans les pays suivants :

Chine, 6; Iles Philippines, 2; Perse, 1; Siam, 1; Straits Settlements, 1; Amérique du Nord, 2; Amérique centrale, 1; Brésil, 1.

La section note avec plaisir que les résidences choisies actuellement par les boursiers sont de nature à développer efficacement nos relations commerciales et répondent au but de l'institution dont ils bénéficient.

Traité de commerce.

Le rapport de la section centrale chargée de l'examen du dernier budget des affaires étrangères, a longuement développé la question de nos tarifs douaniers et des traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Pour éviter toute redite, nous nous bornerons à signaler les données nouvelles qui se sont produites à ce propos depuis un an.

Les statistiques commerciales de l'année 1901, accusent un fléchissement dans les chiffres de nos exportations, conséquence d'ailleurs inévitable de la crise. Mais les importations se sont maintenues et, comme il fallait s'y attendre, se sont même légèrement accrues.

Voici les chiffres :

EXPORTATIONS. — COMMERCE SPÉCIAL.

Année 1900.	 fr.	1,922,884,000
Année 1901.		1,828,231,000
Diminution.	. . fr.	94,653,000

IMPORTATIONS. — COMMERCE SPÉCIAL.

Année 1900.	 fr.	2,213,753,000
Année 1901.		2,220,991,000
Augmentation.	. . fr.	5,238,000

Ces chiffres, tant pour l'importation que pour l'exportation, doivent cependant être envisagés comme satisfaisants si l'on considère que la

moyenne décennale, pour la période 1891-1900 ne s'élève qu'à 1,568,704,000 francs pour les exportations et à 1,833,683,000 francs pour les importations.

Mais la caractéristique de l'exercice 1901 est la reprise considérable de notre commerce de transit, qui s'est élevé à 1,411,211,000 francs, dépassant d'emblée toutes les années comprises dans la dernière période décennale, même 1899, qui fut une année exceptionnelle (1,402,270,000 francs). Les chiffres de l'exercice 1901 n'ont été dépassés que pendant les quatre années 1887 à 1890.

Les résultats acquis pour les onze premiers mois de l'exercice 1902 font d'ailleurs prévoir un relèvement considérable de notre commerce.

Il est intéressant de résumer le mouvement des échanges des deux derniers exercices avec nos quatre grands débouchés européens.

Commerce spécial.					
		Importations en Belgique.		Exportations de Belgique.	
		1900.	1901.	1900.	1901.
France	. . fr.	375,546,000	530,953,000	426,092,000	550,598,000
Zollverein.	. .	523,890,000	299,935,000	426,564,000	415,348,000
Angleterre	. .	300,836,000	269,304,000	559,084,000	542,025,000
Pays-Bas	. . .	196,382,000	199,053,000	217,903,000	201,193,000

Commerce général.					
		Importations en Belgique.		Exportations belges.	
		1900.	1901.	1900.	1901.
France . . fr.		704,869,000	674,138,000	636,124,000	550,853,000
Zollverein. . .		691,159,000	729,748,000	718,175,000	691,455,000
Angleterre . .		457,771,000	425,932,000	626,244,000	642,227,000
Pays-Bas . . .		502,909,000	507,915,000	547,183,000	527,789,000

La mise en consommation des produits importés de France, a diminué de 24,500,000 francs, ou 6 p. c., comparativement à 1900, tandis que nos exportations vers ce pays ont diminué de 75,500,000 francs, ou 18 p. c. Cette réduction porte surtout sur les machines, la houille et le coke.

Les importations d'Angleterre ont fléchi de 31,600,000 francs, ou 11 p. c. concernant principalement le charbon, le fer et les machines; nos exportations vers l'Angleterre sont en réduction de 17,500,000 francs, soit 5 p. c., réduction en majeure partie attribuable aux sucres bruts et raffinés et aux denrées alimentaires.

Pour les Pays-Bas, les produits importés augmentent de 1 p. c., et les produits exportés subissent une baisse de 8 p. c. (métaux, machines et charbons).

Les importations de produits allemands accusent en 1901 une réduction de 24,000,000 de francs, ou 7 p. c. par rapport à l'année précédente; les principaux articles sur lesquels porte cette réduction sont les minéraux et machines, les produits chimiques, les charbons. Pour nos exportations, la diminution de 11,000,000 de francs, ou 5 p. c., concerne les mêmes produits. Par contre, l'augmentation du transit avec le Zollverein a été considérable pendant le dernier exercice.

Pour 1901 les importations du Zollverein s'élèvent à 299,000,000 de francs, et nos exportations à 413,000,000 de francs. La balance est de 116,000,000 de francs, ou 38 p. c. en faveur des exportations.

Si l'on considère qu'en 1890, avant les traités de commerce, ces chiffres n'étaient que de 182,000,000 de francs pour les importations et de 247,000,000 de francs pour les exportations, on demeure convaincu du bienfait que cette convention a constitué pour les deux nations, et de l'utilité qu'il y a pour elles à consolider et à développer les relations traditionnelles qui unissent nos marchés à ceux des pays rhénans.

Le maintien réciproque, au moins dans ses grandes lignes, de la situation acquise est donc désirable, tant pour la Belgique que pour l'Allemagne et l'Autriche. La solidarité des marchés du continent européen s'affirme de plus en plus. Il convient aussi de signaler que la présente année a vu poser la première pierre de l'union douanière britannique. Le Livre bleu communiqué le 3 novembre dernier au Parlement anglais, publie, en effet, les résolutions adoptées par la conférence des ministres de la métropole et des colonies.

Cette conférence déclare qu'il est désirable que les colonies accordent aux importations anglaises un traitement substantiellement privilégié, et que le gouvernement impérial donne aux colonies des avantages. Les ministres coloniaux demandent que leurs parlements respectifs accordent aux importations anglaises les privilèges suivants : Pour le Canada, où il existe déjà un privilège de 33 p. c. et un traitement favorable sur certains articles : la réduction des droits en faveur de l'Angleterre, l'élévation des droits pour les importations étrangères et l'imposition des droits sur certaines marchandises étrangères actuellement exemptées. Pour la Nouvelle-Zélande : un privilège général de 10 p. c. en faveur des objets manufacturés anglais. Pour le Cap et le Natal : privilège de 25 p. c., compensé par une augmentation de droits sur les importations étrangères. La nature et l'importance du traitement préférentiel n'ont pas été fixées (1).

Quoique la conférence se soit bornée à des vœux, le résultat acquis n'en est pas moins de nature à attirer toute l'attention des économistes et des hommes d'État. M. Chamberlain, avec la haute autorité qui s'attache à sa parole, a affirmé la possibilité de compléter l'union douanière par une fédération politique, et même il a envisagé les moyens pratiques de l'effectuer, en se déclarant favorable à la représentation des colonies au Parlement.

Voilà bien près de se réaliser un des termes de l'hypothèse exprimée naguère par M. Leroy-Beaulieu, après M. de Molinari, et que le dernier rapport de la section centrale rappelait. « Il est possible, écrivait, M. Leroy-Beaulieu, que, poussées par la ligue douanière des deux Amériques, si celle-ci venait à se constituer, et aussi peut-être par la ligue douanière impériale britannique, au cas où celle-ci verrait également le jour, il vint

(1) *XX^e Siècle*, 3 novembre 1902.

à se former une ligue douanière au continent européen, comprenant la France, la Belgique, la Hollande, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, les États des Balkans, l'Italie, la Suisse, l'Espagne, le Portugal et les États scandinaves s'ils voulaient adhérer. Cette ligue, comprenant ainsi 250 millions d'habitants, aurait un marché très étendu (1). »

Le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce, dans son rapport de l'an dernier a émis le vœu que, dans les futurs traités de commerce, l'on réservât la possibilité d'associations douanières. « Celles-ci servent, disait ce document, à resserrer les liens économiques entre les peuples et sont donc un acheminement au libre échange universel. Elles élargissent la base d'opération de l'industrie. » En attendant que l'on en arrive, dans un avenir peut-être lointain, aux résultats entrevus par le Conseil supérieur, le maintien des bases essentielles des traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, toutes réserves faites quant à certaines modifications nécessaires, constitue un desideratum essentiellement raisonnable, et il était intéressant de savoir si le gouvernement restait fidèle à la politique personifiée il y a dix ans par les hommes d'État auxquels sont dus les traités de 1891, le chancelier de Caprivi et M. Beernaert.

Déjà l'an dernier le gouvernement avait fait connaître que, dans l'éventualité d'une dénonciation des traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, il serait disposé à entrer en négociations en vue d'en conclure de nouveaux. Votre section centrale s'est autorisée de cette réponse pour poser les questions suivantes :

1^{re} QUESTION.

Où en est la question du renouvellement des traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ?

RÉPONSE.

Le traité de commerce conclu le 6 décembre 1891 entre la Belgique et l'Allemagne doit rester en vigueur jusqu'au 31 décembre 1903. Passé cette date, il cessera ses effets une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aurait dénoncé.

Il en est de même pour le traité du 6 décembre 1901 entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie.

Les négociations pour le renouvellement des dits traités sont donc subordonnées à la dénonciation par l'un de États signataires.

2^e ET 3^e QUESTIONS.

L'enquête préalable aux négociations relatives à ce renouvellement est-elle terminée ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement a, dès le 7 février 1901, invité le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce à faire connaître

(1) *Traité théorique et pratique d'économie politique*, t. IV, p. 116.

Cette enquête a-t-elle porté à la fois sur les produits agricoles et sur les produits industriels ?

L'attention des fonctionnaires chargés de cette enquête a-t-elle été attirée spécialement sur l'exportation de nos chevaux de trait, et sur la situation de notre culture houblonnière au regard des tarifs actuellement en vigueur, et des nouveaux arrangements à conclure ?

ses appréciations quant aux questions que soulève la prochaine échéance de certains traités.

Cette enquête terminée, les départements ministériels compétents à — savoir ceux des Affaires Étrangères, des Finances et des Travaux publics, de l'Industrie et du Travail, et de l'Agriculture — se sont concertés afin d'aviser aux moyens de compléter, par les investigations pratiques opportunes, les renseignements généraux recueillis par le Conseil supérieur.

En ce qui concerne spécialement les intérêts agricoles, le Conseil supérieur de l'Agriculture a procédé, de son côté, à une enquête dont les résultats serviront prochainement de base à ses délibérations.

Il n'est pas douteux que son attention se portera particulièrement sur l'exportation de nos chevaux de trait et sur la situation de notre culture houblonnière.

La section centrale prend acte de ces réponses. Elle signale aussi, à la demande d'un de ses membres, l'importance considérable que présentent, au point de vue des traités de commerce à conclure, notre industrie horticole et l'exportation des fruits.

Voyageurs de commerce.

À diverses reprises, le traitement de nos voyageurs de commerce a fait l'objet des délibérations de vos sections centrales chargées de l'examen du budget des Affaires Étrangères.

Une question a été posée au Gouvernement à ce sujet :

4^e QUESTION.

Quel est le régime appliqué aux voyageurs de commerce belges dans le royaume des Pays-Bas, et celui dont bénéficient les commis-voyageurs hollandais en Belgique ?

RÉPONSE.

Les voyageurs de commerce belges sont soumis, dans les Pays-Bas, au paiement d'une taxe de 15 florins par an.

Les voyageurs de commerce néerlandais sont assujettis, en Belgique, au paiement d'une taxe annuelle de 20 francs, centimes additionnels compris.

Cette situation a motivé de la part de la Chambre de commerce belge d'Amsterdam, dans son bulletin de 1902, les observations suivantes, sur les quelles nous attirons l'attention bienveillante du Département des Affaires Étrangères :

« La Chambre de commerce belge d'Amsterdam s'inspirant des conventions passées entre les Gouvernements belge et français, supprimant les patentes

pour voyageurs de commerce entre les deux pays, a fait des démarches pour obtenir semblable entente entre les Gouvernements belge et hollandais. Ces démarches n'ont pas encore abouti. Nous croyons pourtant que le Gouvernement belge ne devrait rien négliger pour arriver à cette entente, puisqu'elle ne pourrait qu'avantager les voyageurs belges. En effet, le voyageur de commerce étranger ne doit payer, pour travailler en Belgique, qu'une patente de 20 francs, alors qu'en Hollande elle est de 15 florins ou 31 francs, et il lui est possible même en Belgique de faire sa tournée sans la payer, car jamais encore que nous sachions, il n'a été inquiété en cours de route à ce sujet ; le voyageur de commerce en Hollande au contraire devra, au moment de déclarer ses échantillons à la frontière, exhiber son reçu de patente ou en prendre une sur le champ, et il sera maintes fois requis de la montrer, par des huissiers spécialement désignés à cet effet. S'il n'était pas à même de le faire, il verrait ses échantillons confisqués, se dresser procès-verbal et s'appliquer une amende de 50 florins la première fois. Loin de nous de critiquer ces mesures ; c'est la loi. Mais combien vexatoire pour les voyageurs belges puisqu'en Belgique elle n'est que peu ou pas observée. Et puisqu'il en est ainsi, il nous paraît que le Gouvernement belge ne peut s'arrêter à la seule convention avec le Gouvernement français, et nous espérons qu'il donnera à bref délai une suite favorable à notre requête concernant ce sujet. Il y va de l'intérêt du voyageur de commerce belge. »

Marine marchande.

En 1899, 1900, 1901, le Rapport de la section centrale a insisté sur quelques côtés pratiques de cette question, notamment les lettres de mer et l'unification du droit maritime.

La section s'étant informée des intentions du Gouvernement au sujet de la marine marchande, le Département des Affaires Étrangères en a profité pour faire part de mesures qu'il projette et qui, dans une large mesure, répondent aux préoccupations indiquées ci-dessous :

5^e QUESTION.

Quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet de la question de la marine marchande ?

RÉPONSE.

Comme il a été constaté dans la séance du Sénat du 12 avril 1902, le Département des Affaires Étrangères n'a pas la marine dans ses attributions. Il donne néanmoins une attention toute spéciale aux mesures qui, en aidant au développement de la marine marchande nationale, contribueraient à faciliter l'extension de notre commerce avec les pays lointains.

Plusieurs questions se rattachant directement aux intérêts maritimes, font actuellement l'objet de ses travaux.

Des pourparlers ont été engagés en vue

d'amener une entente internationale sur la question du connaissance, et il s'occupe de poursuivre l'unification des règles du droit maritime en ce qui concerne l'abordage et le sauvetage, questions envisagées dans la dernière session du Comité maritime international.

Enfin les Chambres seront saisies prochainement d'un projet de loi modifiant, dans un sens favorable au développement de notre marine marchande, les dispositions qui régissent actuellement la délivrance des lettres de mer.

La section a cru de son devoir de remercier le Gouvernement des intentions exprimées dans cette note.

A côté des questions qui y sont traitées, celle de l'hypothèque maritime et fluviale mérite aussi de fixer l'attention de tous ceux qui ont souci de l'avenir de la marine marchande. La Société belge des ingénieurs et des industriels, qui a consacré à la marine marchande une enquête consciencieuse, insiste avec raison sur l'urgence de cette réforme que les armateurs d'Anvers, dans une requête adressée dernièrement au Gouvernement, ont également mise en relief.

Sans vouloir engager le Gouvernement dans la voie d'un interventionnisme excessif, la section croit pouvoir signaler l'utilité de créer un navire-école pour la marine. Cette question a fait, au cours de l'exercice, l'objet d'une intéressante étude de M. le comte Ch. d'Ursel, gouverneur de la Flandre occidentale.

Protection des ouvriers belges en France.

Tous les ans la situation de nos émigrants fait l'objet des préoccupations de votre section centrale.

Les rapports précédents ont noté les résultats acquis, grâce au concours des initiatives officielles et privées.

La section a posé à ce sujet une double question :

6^e QUESTION.

a) Le Gouvernement a-t-il pu, au cours de l'exercice écoulé, constater l'efficacité des mesures prises pour la protection des ouvriers belges travaillant en France ?

b) La législation sur les accidents de travail survenus à des ouvriers belges travaillant en France a-t-elle été modifiée ?

RÉPONSE.

a) Le Département des Affaires Étrangères a renouvelé cette année l'enquête qui avait été faite, il y a trois ans, en vue d'examiner les mesures qui pourraient être prises dans l'intérêt des ouvriers belges travaillant en France.

Cette enquête lui a permis de se rendre compte de l'efficacité des dispositions arrêtées précédemment, ainsi que des

services très réels rendus par nos consuls et du dévouement que ceux-ci mettent à s'acquitter de leur tâche.

Le Département s'occupe néanmoins de renforcer, par la désignation de nouveaux agents, notre représentation consulaire en France; en même temps il sera apporté des modifications à la délimitation de certaines juridictions, en vue d'établir une meilleure répartition du travail entre les agents déjà en fonction.

b) Le Sénat français ne s'est pas prononcé sur les dispositions adoptées par la Chambre des Députés, et modifiant l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 en ce qui concerne les indemnités à allouer aux ouvriers étrangers victimes d'accidents ou à leurs représentants.

La discussion prochaine du projet de loi sur la réparation des accidents du travail fournira, nous l'espérons, au Gouvernement des documents et des arguments qui lui permettront d'insister en vue d'obtenir pour nos nationaux le bénéfice de la réciprocité. Cette mesure est hautement souhaitable, vu les relations amicales qui unissent les deux pays.

Convention franco-belge sur les canaux de Furnes à Dunkerque et à Bergues

Un membre a signalé à l'attention de la section centrale la Convention signée le 26 juin 1890 par les plénipotentiaires du Gouvernement français et du Gouvernement belge, et approuvée par la Chambre belge le 17 août 1891. Cette Convention concerne des travaux à exécuter aux canaux de Furnes à Dunkerque et de Furnes à Bergues.

Ce membre a exprimé le vœu de voir le Gouvernement belge faire les diligences nécessaires auprès du Gouvernement français, aux fins d'obtenir l'exécution de ces travaux.

Dans la séance du 8 octobre 1901, le Gouvernement a déjà déclaré « qu'il a fait des instances auprès du Gouvernement français pour qu'il soit procédé à bref délai à ces travaux ». Le 9 avril 1902, l'honorable Ministre des Affaires Étrangères a répété : « Le Gouvernement s'engage bien volontiers à intervenir auprès du Gouvernement français, en vue de voir compléter ces travaux dans le plus bref délai possible. »

La section centrale a autorisé son rapporteur à rappeler cette question à l'attention du Gouvernement.

Nos intérêts en Chine.

Nos intérêts en Chine ont donné lieu à un très intéressant échange de vues :

7° QUESTION.

a) Suivant quel mode et dans quel délai l'indemnité due par la Chine à nos nationaux sera-t-elle payée ?

b) Quels sont les « settlements » concédés à la Belgique en Chine et les mesures d'organisation de ces établissements qui ont été prises jusqu'à présent ?

c) Où en est la reconstruction de la légation du Roi à Pékin ? N'y a-t-il pas lieu de construire en Chine d'autres résidences consulaires ?

RÉPONSE.

a) Aux termes de l'art. 6 du protocole final du 7 septembre 1901, l'indemnité que la Chine s'est engagée à payer, est productive d'intérêts à 40 p. c. l'an et remboursable en trente-neuf années, dans les conditions indiquées au plan d'amortissement annexé au dit protocole.

Le service de cette dette s'opère à Shanghai, par l'intermédiaire d'une commission de banquiers dans laquelle chaque puissance est représentée par un délégué, et qui encaisse et répartit entre les puissances créancières le montant des intérêts et des amortissements.

Le délégué du gouvernement à la Commission de Shanghai est l'un des directeurs de la succursale, en cette ville, de la banque sino-belge. Le recouvrement de la part afférente à la Belgique dans l'indemnité chinoise s'opère ainsi par les soins de la banque sino-belge qui paie, soit à Shanghai, soit à Bruxelles, au Gouvernement et aux Belges indemnisés la somme qui revient à chacun d'eux dans chaque versement.

Le premier versement d'intérêts a eu lieu le 1^{er} juillet 1902. Les amortissements seront payés annuellement, la première échéance étant fixée au 1^{er} janvier 1903.

Aussitôt que la liste des indemnités dues à des particuliers et à des sociétés belges a pu être arrêtée définitivement, elle a été communiquée à la banque sino-belge, qui a opéré le 15 octobre dernier les paiements au prorata de la somme versée.

Les paiements subséquents continueront à s'effectuer au fur et à mesure des versements du Gouvernement chinois.

b) Les dispositions destinées à réaliser les « settlements » de Belgique en Chine ne sont pas encore définitivement arrêtées.

Il entre dans les intentions du Gouvernement de saisir les Chambres belges des mesures qui seront prises à cet égard.

c) La construction de deux pavillons destinés à servir d'habitations au personnel placé sous les ordres du Ministre à Pékin, doit être achevée actuellement, mais les locaux ne seront habitables qu'au mois de juin prochain.

Quant à l'habitation du Ministre et à ses dépendances, par suite de diverses circonstances, les plans n'ont pu être arrêtés qu'il y a peu de temps et la construction sera poussée activement aussitôt après l'hiver.

En attendant, des mesures ont été prises afin que tout le personnel de la légation soit pourvu d'installations provisoires réunissant les meilleures conditions possibles.

Le Gouvernement sollicitera des Chambres, sur le présent exercice, un crédit de 70,000 francs pour les premiers frais concernant la construction d'une habitation consulaire en Corée.

Il entre dans ses intentions de saisir les occasions favorables d'assurer à certains agents du service extérieur, spécialement dans les pays d'Extrême Orient, des installations répondant à la fois aux usages locaux et aux exigences du service.

La section a noté avec satisfaction la sollicitude que le Gouvernement apporte à développer nos relations avec le Céleste-Empire.

Fondation de Saint-André à Madrid.

La revendication, au profit des Belges, de la fondation de Saint-André à Madrid, a été pour notre légation dans cette capitale l'occasion d'un succès. Votre section a cru devoir s'informer de l'état actuel de cette affaire par la question ci-après :

8^e QUESTION.

Quel est le résultat des négociations relatives à la fondation de Saint-André de Madrid ?

RÉPONSE.

Dans sa séance du 29 août 1902, la Junta de l'hôpital de Saint-André-des-Flamands a nommé un Belge, M. l'abbé Dassonville, administrateur de cet établissement. Le nouveau titulaire a été mis en jouissance des avantages dont bénéficiait son prédécesseur de nationalité espagnole.

Nos postes consulaires dans l'Afrique australe.

Quelques questions concernent des points particuliers relatifs aux consulats. Tel est notamment l'objet de la 8^e question posée par un membre relativement à nos intérêts dans l'Afrique australe :

9^e QUESTION.

Quelle est l'organisation actuelle de nos postes consulaires dans l'Afrique Australe anglaise et portugaise ?

Le Gouvernement estime-t-il que cette organisation est suffisante ?

RÉPONSE.

Il existe deux consulats généraux de carrière dans cette partie de l'Afrique. L'un, ayant son siège à Durban, a pour juridiction les possessions britanniques de l'Afrique Australe, hormis les colonies du Transvaal et du fleuve Orange ; celles-ci constituent le ressort de l'autre poste rétribué, établi à Prétoria. A chacun des deux consulats généraux est attaché un vice-consul de carrière.

Les villes suivantes sont, d'autre part, le siège de postes consulaires non rétribués : Prétoria, Johannesburg, Bloemfontein, Kimberley, Capetown, Port-Elisabeth, East London, Durban et Lourenço-Marques (pour les possessions portugaises de la côte orientale).

Cette organisation parait répondre aux nécessités présentes. Toutefois, le Gouvernement n'hésiterait pas à prendre les autres dispositions qui seraient reconnues utiles.

Il entre, au surplus, dans les intentions du Département des Affaires Étrangères de renouveler les explorations qui ont été faites précédemment dans ces régions. Ces voyages permettront notamment à nos agents de carrière de se rendre compte des modifications qu'il pourrait être opportun d'apporter à notre représentation consulaire actuelle.

Consulat général du Caire.

En vue de satisfaire au désir exprimé dans une section par un membre, la section centrale a interrogé le Gouvernement sur le fait qu'un diplomate est accrédité comme consul général au Caire.

10^e QUESTION.

Pour quel motif un diplomate de carrière est-il accrédité comme consul général en Égypte ?

RÉPONSE.

Avant 1869, la Belgique n'avait en Égypte qu'un consul général de nationalité étrangère.

Depuis 1869, notre représentation en ce pays a été confiée sans interruption à des membres du corps diplomatique, d'abord avec le titre de consul général, puis, à partir de 1873, avec celui d'agent et consul général, dont étaient revêtus tous les autres diplomates exerçant leurs fonctions en Égypte.

Le Gouvernement a été amené à agir ainsi en raison de l'importance grandissante de ce poste, et parce qu'il devait tenir compte des conditions spéciales de la représentation des puissances étrangères dans ce pays, qui est soumis à la suzeraineté de l'empereur des Ottomans.

Le représentant de la Belgique au Caire se trouve, de cette manière, dans la situation la plus favorable pour veiller à nos intérêts commerciaux en Égypte.

La réponse du Gouvernement est péremptoire. En effet, s'il est un principe dont la Belgique doit s'inspirer dans l'organisation de ses services extérieurs, c'est celui de conformer son attitude générale et le caractère de ses représentants aux usages adoptés par les autres puissances.

Bureau international pour la publication des tarifs douaniers.

Votre section centrale a signalé l'an dernier l'utile et consciencieux travail accompli par cette institution pendant les dix premières années de son existence.

Nous résumons, d'après le dernier rapport de ce bureau, le nombre des tarifs publiés pendant cette période :

	Nombre de tarifs publiés.	Nombre des suppléments.
1 ^{er} exercice	24	21
2 ^e —	37	28
3 ^e —	48	64
4 ^e —	55	69
5 ^e —	41	107
6 ^e —	20	77
7 ^e —	19	92
8 ^e —	20	96
9 ^e —	17	101
10 ^e —	16	90

Pendant le 11^e exercice, le nombre des tarifs publiés en cinq langues a été de 16; celui des suppléments, de 120.

Les tarifs édités en 1901 concernent les pays suivants :

Angleterre (3^e édition); France (3^e édition); Salvador (2^e édition); Honduras britannique (3^e édition); Équateur (3^e édition); Islande (2^e édition); Pérou (2^e édition); Antioa (3^e édition); Chili (2^e édition); Côte française des Somalis; Protectorat britannique de Pérak; Protectorat britannique de Selangor; Protectorat britannique de Negri Sembilan; Protectorat britannique de Pahang; Iles Seychelles; Côte anglaise des Somalis.

Des vides s'étant produits parmi le personnel du bureau, la section centrale a posé la question suivante :

11^e QUESTION.

Quel est le personnel du Bureau international des tarifs douaniers?

Ce personnel est-il suffisamment nombreux?

RÉPONSE.

La Convention internationale du 5 juillet 1890 et l'arrangement d'exécution de la même date ont réglé les questions qui se rattachent au budget du Bureau international pour la publication des tarifs douaniers.

Le Ministre des Affaires Étrangères de Belgique a reçu délégation à l'effet de prendre les mesures nécessaires pour l'organisation et le fonctionnement de l'institution dans les limites tracées par ces actes diplomatiques, et les dispositions adoptées en vertu de cette délégation n'ont fait l'objet d'aucune observation de la part des États associés.

Le personnel ordinaire du Bureau international comprend 12 agents. Dans son dernier rapport annuel (septembre 1902), le président constate avec satisfaction que, grâce à l'activité déployée par ces agents, le *Bulletin des douanes* a publié, dans le cours du dernier exercice, un nombre de documents supérieur à celui des années antérieures.

Il n'y aurait aucune raison d'augmenter, quant à présent, ce personnel.

A une époque où le commerce tend de plus en plus à devenir international, la connaissance de la législation douanière des différents pays s'impose. On doit regretter que les travaux du bureau international ne soient pas plus connus dans le monde du commerce et de l'industrie.

Examen des chiffres du budget.

Le budget du Département des Affaires Étrangères, pour l'exercice 1903,	
s'élève à	fr. 3,341,813
Les crédits votés l'an dernier étaient de	3,283,988
Soit pour 1903 un accroissement de	fr. 57,825

Les augmentations de 8,625 francs et de 10,000 francs aux articles 2 et 5 du budget sont justifiées par la note qui accompagne le document.

Le crédit nouveau de 25,000 francs prévu à l'article 6, et relatif au traitement du ministre à Tanger, n'est qu'un transfert de l'article 8, lequel se trouve augmenté de 5,000 francs sur les chiffres du dernier exercice. Par suite du transfert mentionné ci-dessus, l'augmentation réelle à l'article 8 est donc de 30,000 francs, somme nécessaire, dit l'Exposé des motifs, pour accorder à divers consuls les améliorations de position auxquelles ils ont droit, conformément aux dispositions organiques, et pour rémunérer les vice-consuls remplaçant les consuls en congé.

A l'article 10, le budget indique une augmentation de 2,000 francs pour le traitement du chancelier de la légation du Roi à Paris. L'importance des services que rend cet agent aux très nombreux Belges qui sont fixés en France, et les autres considérations dont la note préliminaire fait état, justifient cette mesure.

La création d'un poste de premier interprète à Péking, et le relèvement du traitement des drogmans de la légation de Belgrade, et de l'agence et consulat général de Sophia, motivent une dernière augmentation de crédit de 7,200 francs à l'article 11.

Voici le résultat de l'examen du budget en sections :

	Votes affirmatifs.	Votes négatifs.	Abstentions.
1 ^{re} section	10	»	4
2 ^e —	8	9	»
3 ^e —	14	»	1
4 ^e —	9	»	1
5 ^e —	13	1	»
6 ^e —	11	»	»
	<u>65</u>	<u>10</u>	<u>6</u>

En section centrale, les divers articles et l'ensemble du budget ont recueilli l'unanimité des suffrages.

La section centrale a l'honneur de proposer à la Chambre l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,
Bon L. BÉTHUNE.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.



(26)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 DECEMBER 1902.

Begrooting van 't Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor het dientsjaar 1903 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BÉTHUNE

MIJNE HERREN,

Tijdens het grondig onderzoek, door uwe Middenafdeeling besteed aan de Begrooting van Buitenlandsche Zaken, vestigde een lid de aandacht op den blijkbaren vooruitgang onzer diplomatische en consulaire inrichting, in de laatste jaren, en op de steeds aanzienlijkere diensten, door haar bewezen voor het uitbreiden van onze huishoudkundige betrekkingen. Ons achtbaar medelid voegde hierbij dat het onophoudend streven van het Departement van Buitenlandsche Zaken, om de hieraan toevertrouwde menigvuldige belangen te bevredigen, door handel en nijverheid ten zeerste wordt gewaardeerd.

Het juiste van deze overwegingen trof iedereen, en de afdeeling droeg haren verslaggever de taak op om in zijnen arbeid neer te schrijven dat daarover geen wanluidende klank werd geuit.

Aldus oogst de Regeering de vruchten in van de volharding waarmee de verschillende ministers van Buitenlandsche Zaken, die elkander sedert een twintigtal jaren opvolgden, de herinrichting en uitbreiding van het diplomatisch en consulair lichaam hebben voortgezet. Het kwam ons niet onbelangrijk voor om kortbondig aan te teekenen welke weg werd afgelegd, en ten minste met enkele algemeene trekken den verwezenlijkten vooruitgang aan te duiden.

(1) Begrooting, n^o 4, V.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, voorzitter, bestond uit de heeren HENRY DELVAUX, BUYL, VAN CLEENPUTTE, BÉTHUNE, GIBLEN, DE MEESTER.

Terwijl de tabel betreffende het Ministerie van Buitenlandsche Zaken in de algemeene begrooting voor 1884 slechts een krediet van 2,363,460 frank bevatte, voorziet de begrooting van het Departement voor 1903 eene uitgave van 3,341,813 frank, dus nagenoeg een millioen méér.

Deze verhooging raakt hoofdzakelijk de hoofdstukken II, III en V, die de uitgaven bevatten voor de gezantschappen en consulaten, zooals blijkt uit onderstaande cijfers.

BEGROOTING VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

BEDRAG VAN DE ONDER IEDER HOOFDSTUK TOEGEKENDE KREDIETEN.

		Dienstjaar 1884	Dienstjaar 1903
Hoofdstuk	I. Hoofdbeheer	425,250	555,180
—	II. Jaarwedde van de diplom. agenten.	879,500	1,064,000
—	III. Consulaten	504,050	950,900
—	IV. Reiskosten	170,000	200,000
—	V. Uitgaven betreffende de Gezantschappen en Consulaten.	250,460	330,200
—	VI. Buitengewone zendingen, wachtgelden en onvoorziene uitgaven	42,000	65,700
—	VII. Koophandel, Landverhuizing.	105,900	169,833
—	VIII. Pensioenen, hulpgelden en achterstallige schuldvorderingen.	6,300	6,000
	Te zamen.	2,363,460	3,341,813

Toch zou de vooruitgang, door deze cijfers aangeduid, van betrekkelijk weinig belang zijn, ware hij niet gepaard geweest met eene herinrichting van bedoelde diensteu en inzonderheid met aanzienlijke veranderingen in dezer wervingswijze.

Wij achten het niet onnooedig te wijzen op de onderscheidene vervormingen, tijdens de laatste jaren in dit opzicht verwezenlijkt voor den diplomatischen en den consulairen dienst.

Diplomatisch lichaam.

De door alle regeeringspartijen aangenomen noodzakelijkheid voor België van eene volledige diplomatische inrichting, werd soms door de oppositie betwist.

In het belangrijk werk, door den senator ridder Descamps onlangs gewijd aan België's onzijdigheid, breekt hij den staf over dit vooroordeel en herinnert de beraadslagingen, waartoe deze zaak in onze Wetgevende Kamers aanleiding gaf.

« In den loop van eene gewichtige beraadslaging in 1848, antwoordende aan hen die zuinigheidshalve onze vertegenwoordiging buitenslands wilden verzwakken of verminderen, zegde de heer Dechamps :

« Na de omwenteling, handhaafden wij het diplomatisch lichaam, vooreerst om ons bij de mogendheden bekend te maken; later, om onze handelsbetrekkingen te bevestigen en uit te breiden; doch vooral handhaafden wij het, Mijne Heeren, tegen den dag waarop de staatkundige gebeurtenissen dreigend zouden worden... Zoo er een land bestaat, waaraan gemis van vooruitzicht is ontzegd; dat eene sterke, volhardende en geërbiedigde diplomatie noodig heeft, dan is het wel België.., Mijne Heeren, in den ons omgevenden storm, is men er toe besloten, ten einde het schip te redden, de koopwaren overboord te werpen, en dat neem ik aan. Doch wat ik niet wil, is dat men den stuurman en de regeering, dat is onze krijgsmacht en onze staatkundige invloed, in de zee werpt (1) ».

» In een ander gewichtig debat, in 1884, bewees de heer Frère-Orban — zich plaatsend op het bijzonder standpunt van handel en nijverheid, en in antwoord op het voorstel om de diplomatische agenten te vervangen door algemeene consuls — gemakkelijk dat « dergelijk stelsel de belangen van nijverheid en handel erg in gevaar zou brengen (2) ».

« 't Ware inderdaad verkeerd, te onderstellen dat deze belangen in dezelfde mate kunnen behartigd en gevrijwaard worden door gelastigden zonder diplomatisch karakter, of die niet denzelfden rang bekleeden in de rangopvolging van de openbare ambtenaren.

Zooals graaf de Merode-Westerloo herinnerde bij eene nieuwe beraadslaging daarover in 1885, werd « de diplomatische rangopvolging door de verdragen bepaald; deze verdragen hebben thans nog volle kracht, en daaraan had België zich te onderwerpen, toen het zijne plaats innam onder Europa's openbaar recht. Zoomin van ons als van welken Staat ook hangt het af, bij voorbeeld aan consuls eenen rang en eene bevoegdheid toe te kennen, die zijn voorbehouden aan agenten met een vertegenwoordigend of diplomatisch karakter (3) ».

« Wat lieden, die weinig bekend zijn met de internationale orde, gemakkelijk kan misleiden over de uitgestrektheid van de diensten, door de diplomatie in kleine Staten bewezen, is het geheim van de onderhandelingen en het onvolmaakt kennen van de overwonnen bezwaren, van de uitslagen, verworven door het streven van eenen bedreven en volhardenden diplomatischen arbeid. Om te oordeelen over het gewichtige van sommige weldaden, het land op deze wijze bezorgd of behouden, hoeft men het archief van buitenlandsche zaken te raadplegen, en dat kan niet openbaar gemaakt worden (4) ».

Toch mag het gezegd worden dat de huishoudkundige belangen voor onze diplomatie een ruim arbeidsveld opleveren, ongetwijfeld niet uitsluitend,

(1) DECHAMPS, redevoering van 4 December 1848, in de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

(2) FRÈRE-ORBAN, redevoering van 7 Februari 1884, in de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

(3) GRAAF DE MERODE-WESTERLOO, redevoering van 21 Februari 1895, in de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

(4) *La Neutralité de la Belgique*, door E. DESCAMPS, blz. 467.

doch van betrekkelijk meer belang dan voor het meerendeel van de andere Staten. Meer nog dan op Engeland is op België van toepassing deze kernspreuk van eenen uitstekenden diplomaat, sir Edmund Monson, gezant te Parijs : « De diplomatie is de nauwe vennoot van handelsvoortgang geworden. »

Ook hield de openbare meening zich gestadig bezorgd om de merkwaardige werkdadigheid, door onze diplomaten van beroep onophoudend op dit gebied aan den dag gelegd ; en dezer eischen verwekten eene redematige en nuttige wijziging in de werving van dezen dienst.

Tot in 1888, was de werving van het diplomatisch lichaam geregeld bij koninklijke besluiten van 10 October 1841, 15 Augustus 1842, 1 Augustus 1858 en 30 Juli 1867. Doorgaans hekelde iedereen den algemeen wetenschappelijken en beschouwenden aard van het diplomatisch examen, door deze bepalingen voorzien, en de geringe plaats, daarin overgelaten aan huishoudkundige en praktische vraagstukken.

Het koninklijk besluit van 4 Februari 1888 splitste het programma van het examen in twee proeven : eene diplomatische, toegankelijk voor de toegevoegden ; de tweede, uitsluitend handelskundige, bestemd voor de secretarissen, tot dezen graad bevorderd ten gevolge van de diplomatische proef.

Een nieuw koninklijk besluit, medeonderteeekend door den heer de Favereau, datum 12 November 1897, bepaalde voorgoed het programma van het diplomatisch examen en de bedingen om tot deze proef te worden toegelaten.

Naar luid van dit koninklijk besluit, loopt het diplomaats-examen over onderstaande vakken :

1. De geschiedenis van Europa's staatkundig stelsel en van de voornaamste tractaten gedurende het nieuwere tijdvak, met inbegrip van de koloniale staatkunde en met uiteenzetting tot bewijs van de grondige kennis der xix^e-eeuwsche geschiedenis ;

2. De Hoogduitsche, Engelsche en Spaansche taal. De kandidaten worden ondervraagd over twee dier talen, naar hunne keuze ; eene dier beide talen moet grondiger gekend zijn ;

3. De grondbeginsels van het volkenrecht en dezes toepassing op de in den jongsten tijd opgeworpen vraagstukken ;

4. De Staatsinstellingen van de voornaamste Europeesche Staten en van de Vereenigde Staten van Amerika in vergelijking met de Staatsinstellingen van België ;

5. De beginsels van het burgerlijk recht, toegepast op de vraagstukken betreffende de bindende kracht der burgerlijke wetten, op de nationaliteit en den staat der personen, op de akten van den burgerlijken stand, op de nalatenschappen en uiterste wilsbeschikkingen van in den vreemde verblijvende Belgen of van in België verblijvende vreemdelingen ;

6. Diplomaatsstijl en protocol ; opstel oefening over een staat- of geschiedkundig onderwerp.

Tot dat examen worden enkel toegelaten die gezantschaps-toegevoeden, welke de vereischte persoonlijke bekwaamheden en hoedanigheden bezitten

om van het diplomatisch korps deel uit te maken, ten minste 23 jaar oud zijn, in het bezit zijn van een in België bekomen diploma, hetzij van doctor in de rechten, hetzij van doctor of licentiaat in de staat- of bestuurskundige wetenschap, en bij het departement van Buitenlandsche Zaken of in een gezantschap, eenen proeftijd doorgebracht hebben, waarvan Onze Minister van Buitenlandsche Zaken den duur bepaald heeft.

Ziehier de voornaamste door dit koninklijk besluit ingevoerde nieuwigheden :

1^o Aan het programma zijn onderstaande vakken toegevoegd :

- a) Koloniale staatkunde ;
- b) Hedendaagsche geschiedenis ;
- c) Grondige kennis van eene tweede hedendaagsche taal : er bestaat keus tusschen Engelsch, Duitsch of Spaansch ;
- d) Practische toepassing van het volkenrecht ;
- e) Er wordt meer belang gehecht aan de opsteloefening over een staat- of geschiedkundig onderwerp ;

2^o Men is verplicht een diploma te bezitten hetzij van doctor in de rechten, hetzij van doctor of licentiaat in de staat- of bestuurskundige wetenschap.

Men zal zich herinneren dat vroeger het diploma van candidaat in de wijsbegeerte en letteren volstond ; daarmede was gelijkgesteld de graad van ingenieur of officier, uit de militaire school gekomen. Uit de ondervinding was gebleken, eenerzijds, dat nagenoeg 50 t. h. van de aanvragers niets meer bezaten dan de weinige kundigheden van candidaat in de wijsbegeerte ; en anderzijds, dat voor de ingenieurs of gewezen officieren die zich uitsluitend toediepten op de consulaire loopbaan, de hen betreffende bepaling overbodig was.

Een koninklijk besluit van 3 December 1900 bepaalt dat de gezantschaps-toegevoegden, die om tot het diplomaats-examen te worden toegelaten, het diploma van doctor of van licentiaat in staat- of in bestuurskundige wetenschappen overleggen, insgelijks het bekrachtigd diploma van candidaat in de wijsbegeerte en letteren moeten vertoonen.

Een ander koninklijk besluit van 17 Augustus 1902 eischt dat het diploma van licentiaat in staat- of bestuurskundige wetenschappen, overgelegd door gezantschaps-toegevoegden om het diplomaats-examen te mogen afleggen, vaststelt dat het werd afgeleverd :

1^o Na twee jaar studie, nadat zij den graad van candidaat in de wijsbegeerte en letteren bekomen hebben ;

2^o Ingevolge een in 't openbaar afgelegd examen over de vakken, vastgesteld bij koninklijk besluit van 2 October 1893, en vóór eenen keurraad van ten minste vijf hoogleeraren.

Dat besluit is niet van toepassing op de vóór 1 Januari 1903 afgeleverde diploma's van licentiaat.

Overweegt men dat onze diplomaten in niet christen landen de meest kiesche rechterlijke ambten hebben waar te nemen ; dat zij zelfs in Europeesche posten dagelijks vraagpunten van recht of van bestuur hebben op

te lossen, dan moet men instemmen met den nieuwen maatregel die, doordien hij van de aanvragers van het ambt van gezantschaps-secretaris het bewijs eischt van grondige rechtskennis, veroorloven moet het praktisch vakkundig karakter van het diplomaats-examen te versterken.

De handelskundige proef, ingericht bij koninklijk besluit van 4 Februari 1888, bestaat uit de volgende vakken :

1° *Handelsstelsel* : Wetgeving, tarieven, handelspolitiek en verdragen van België met de voornaamste Staten van Europa en Amerika ; koloniaal stelsel ;

Handelsfeiten : Omvang van den handel derzelfde landen met den vreemde en met hunne koloniën, doorvoer, koopvaardijvloot, meer omslachtige opgaven over de betrekkingen en den ruilhandel van België met de aanzienlijkste markten, toestand der verschillenhe takken van België's nijverheid, bijzondere verslagen ;

2° *Consulaire verordeningen van België* : inrichting, bevoegdheid, rechtsmacht van de consulaten, betrekkingen van de gezantschappen met de consulaten.

Naar luidt van het koninklijk besluit van 26 April 1889, worden enkel tot dit examen toegelaten de gezantschaps-toegevoegden of -secretarissen van 2° klasse, die sedert ten minste één jaar het diplomatisch examen aflegden.

Het ministeriëel besluit van 26 November 1897, onderteevend door den achtbaren heer de Favereau, verleent aan hen die zich tot het handels-examen voorstellen, ten minste drie uren om te antwoorden op de vragen voor het geschreven examen. Twintig vragen, behoorende tot de vakken, aangeduid onder artikel 4 van het koninklijk besluit van 4 Februari 1888, worden in de bus gestoken ; twee worden onmiddellijk vóór het geschreven examen uitgeloot en aanstonds gedicteerd aan al de recipiendi.

In December van ieder jaar, stelt de commissie voor het examen de twintig vragen op, waarover het examen in het volgende jaar loopt. Binnen den tijd van tien dagen, wordt die vragenlijst door den Minister van Buitenlandsche Zaken in het *Belgisch Staatsblad* afgekondigd.

Ziehier, volgens een der jongste nummers van het *Staatsblad*, de lijst der vragen, die tot grondslag zullen dienen voor het examen op 1 December 1903, en afgekondigd in uitvoering van het ministeriëel besluit van 27 November 1897 :

1. Studie van België's toltarief en de hoofdzakelijke bepalingen onzer tolwetten.

2. Geschiedkundig verloop van de handelsonderhandelingen tusschen België en Frankrijk sedert 1830, en de verdragen waartoe zij aanleiding gaven.

3. Het opmaken en voorbereiden van de begrootingen in België.

4. Het ontginnen van België's mijnen in een huishoudkundig en wettig opzicht.

5. De belastingen in België. Onderzoek van den bestaanden toestand en vergelijking met dien van de naburige landen.

6. Handelsstatistiek. Haar nut. Aanduiden hoe zij in België en in de naburige landen wordt opgemaakt.

7. De inrichting van de Nationale Bank, inzonderheid met het oog op het gemak dat zij voor den handel oplevert.
8. Verslag over het stelsel van de stapelhuizen in België.
9. Het koloniaal stelsel van Groot-Brittannië, inzonderheid beschouwd met het oog op de banden die de koloniën met het moederland vereenigen.
10. Duitschland's handelspolitiek.
11. De handelsbetrekkingen tusschen België en de landen in het Verre-Oosten; de tegenwoordige toestand en de voorziene uitbreidingen.
12. De natuurrijksdommen en de huishoudkundige toestand van Siberië.
13. Fabricatie van en handel in cement.
14. Verslag over het suiker-vraagstuk.
15. Toepassing van electriciteit op de nijverheid en mogelijke uitbreiding daarvan.
16. Studie over de voorgestelde middelen om bij te dragen tot uitbreiding van de koopvaardijvloot.
17. Verslag over de werken der haven te Heist en dergelijke instellingen, in den vreemde tot stand gebracht.
18. Studie over de syndicaten tot verkoop en voortbrenging, door de groote nijverheid ingericht.
19. Verslag over den handel en de zeevaartbeweging der Antwerpsche haven.
20. Algemeene studie over de voorgestelde middelen om rechtstreekschen uitvoer van Belgische voortbrengselen van landen buiten Europa te bevorderen.

Zij die aan het examen deel willen nemen, verkrijgen in het bestuur van handel en consulaten bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, nauwkeurige inlichtingen over de stukken en werken die zij raadplegen willen om de hierboven opgesomde vragen te bestudeeren.

De examens-commissiën voor de diplomatische en de handelskundige proef bevat de uitstekendste namen van de wetgeving, de magistratuur en het bestuur, naast bevoegde vertegenwoordigers van handel en nijverheid.

't Zou schijnen dat het diplomatisch korps, op zulke grondslagen heringericht, voortaan vrij zal zijn voor alle verwijt. Toch moet het der Middenafdeeling veroorloofd zijn den achtbaren Minister van Buitenlandsche Zaken, die in zoo ruime mate bijdroeg tot deze herinrichting, te waarschuwen tegen eene overdrijving van de programma's voor het examen.

De veelvuldige kundigheden, waarvan de kandidaten 't bewijs leveren door de diploma's, vereischt om tot het examen toegelaten te worden, moeten, onzes erachtens, aan de diplomatische en consulaire proeven veeleer een practisch en vakkundig karakter geven. Minder het geheugen, dan wel het oordeel dient ontwikkeld bij hen die zich toeleggen op een vak waarbij doorzicht, opvoeding, ervaring, persoonlijke aanleg even noodzakelijk zijn.

De verzameling verslagen van de gezantschaps-secretarissen getuigt van de aandacht waarmede vele jonge leden van het diplomatisch korps de huishoudkundige vraagstukken bestudeeren. Onder de laatst ver-

schenen verslagen mogen vermeld worden die over den geldelijken toestand in Japan, over den huishoudkundigen toestand in Egypte, over het eiland Formosa, over Cuba, over de belastingen in Portugal, den toestand des landbouws in gemeld land, over Japansche landverhuizing, over de trusts in de Vereenigde-Statën, enz. Een verslag over de kolennijverheid in Engeland ligt thans onder de pers.

Consulair lichaam.

De herinrichting van het consulaire lichaam, schoon meer bekend en dien ten gevolge meer tot het volk behoorend, verdient niettemin herinnerd te worden; overigens werden sommige bepalingen gansch onlangs ingevoerd.

Reeds van vóór 1884 werd die herinrichting met aandrang gevraagd door den heer L. d'Andrimont, gewezen lid van deze Kamer; doch de eer om ze te verwezenlijken was weggelegd voor de onderscheidene ministers, die elkander sedertdien aan het Departement van Buitenlandsche Zaken opvolgden.

Men mag zeggen dat er vroeger geen eigenlijk consulaire beroep bestond. Met reden bevestigde de achtbare heer de Favereau het in zijn verslag aan den Koning, datum 25 September 1896 :

« Ofschoon de door de consuls bewezen diensten niet werden ontkend, toch kon de vraag worden gesteld of de bezwaren, gesteund op het gemis van vaste regelen om in het vak te worden toegelaten, op den duur niet het vertrouwen zou schokken, dat de handel hoeft te stellen in de bevoegdheid van de agenten die zijne belangen in den vreemde hebben te verdedigen. »

Het koninklijk besluit van 25 September 1896, aangevuld door datgene van 10 October 1896, bevredigt de wenschen, die sedert zoolang werden uitgedrukt in de handelskringen, en inzonderheid door den Hoogerèn Raad voor nijverheid en handel. Voor onze consuls van beroep richt het in : eene vaksopleiding en eene werkelijke rangopvolging in drie graden : algemeen consul, consul en onder consul, en wordt aangevuld door de bepalingen der koninklijke besluiten van 13 Januari 1897 et 15 Mei 1900, waarbij de consuls-examens worden geregeld.

Krachtens deze bepalingen, kunnen zonder voorafgaand examen worden toegelaten tot het ambt van onder-consul :

1^o Zij die voorzien zijn van diploma's van licentiaat van den hoogerèn graad in de handels- en consulaire wetenschap, afgeleverd hetzij door het Hooger Handelsgesticht te Antwerpen, overeenkomstig het ministeriëel besluit van 12 Januari 1897, hetzij door de Belgische Hoogescholen aan doctoren in de rechten en aan ingenieurs, na afgelegde examens handelende allerminst over de vakken, in het koninklijk besluit opgegeven;

2^o Zij die in het bezit zijn van diploma's van licentiaat van den hoogerèn graad in de handels- en consulaire wetenschap, afgeleverd, na ten minste één jaar studie, door de Belgische Hoogescholen, aan licentiaten in de handelswetenschap, die laatstgenoemden graad hebben verworven na twee jaar studie in een openbaar of bijzonder gesticht van handelsonderwijs.

De examens, afgelegd door de in deze laatste klasse vermelde jongelingen, moet enten minste onderstaande vakken bevatten, over welke insgelijks loopt het bestuurskundig bekwaamheids-examen, ingesteld voor die gediplomeerden, welke geenen titel van gediplomeerde in den hooger en graad kunnen overleggen :

Begrippen over grondwettelijk recht ;

Begrippen over bestuursrecht ;

Begrippen over burgerlijk recht ;

Handels- en zeevaartrecht ; — Begrippen over vergelijkende handelswetgeving ;

Begrippen over volkenrecht ; — Internationaal openbaar en privaat recht ;

Staathuishoudkunde en statistiek ;

Consulaire verordeningen ;

Aardrijkskunde met betrekking tot handel en nijverheid ;

Boekhouding en kennis van geldzaken met betrekking tot den handel ;

Kennis van de Belgische nijverheidsproducten en van de in- en uitgevoerde goederen ;

Fransch opstel ;

Engelsche taal of Hoogduitsche taal.

Den candidaten wordt rekening gehouden met de bewijzen, die zij kunnen leveren over hunne kennis van andere talen, inzonderheid van de Nederlandsche taal.

De Minister van Buitenlandsche Zaken kan, de Commissie gehoord, de candidaten vrijstellen van het examen over die van voormelde vakken, van welker kennis hunne vroeger bekomen diploma's blijken geven.

Door deze gezamenlijke bepalingen, kreeg het hooger handels- en vakonderwijs eene aanzienlijke uitbreiding. Niet alleen beijverden onze hogescholen zich om hoogere leergangen voor handelswetenschappen en consulaire wetenschap, voor vreemde en zelfs voor Oostersche talen in te richten of aan te vullen, ook talrijke andere gestichten kwamen met hetzelfde doel tot stand. Vooral het onderwijs in de talen gaat vooruit; op het programma van eene hogere school voor handel, dat wij onlangs te zien kregen, komen leergangen voor van Engelsche, Duitsche, Nederlandsche, Spaansche, Italiaansche, Portugeesche, Russische, Chineesche, Arabische, Perzische, Turksche en hedendaagsch Grieksche taal. Dit ernstig streven staat niet alleen. Aangezien het consulaire korps eenen slechts ontoereikenden uitweg oplevert voor het aantal gediplomeerden, onmiddellijk door dit hooger handelsonderwijs opgeleverd, weken velen van die jongelingen vrijwillig uit. Zoo wordt voor den Belgischen handel aangekweekt een geslacht van geleerde mannen, door hunne vakopleiding bestemd voor verre reizen en tegen geen verblijf in den vreemde opziende. Dit ideaal werd lang, doch, men moet het bekennen, zonder veel practischen uitslag nagestreefd door het instellen van reisbeurzen.

Ongetwijfeld zal dit huishoudkundig verschijnsel gunstigen invloed uitoefenen op onze buitenlandsche betrekkingen. Doch om dezen goeden ijver

in stand te houden, dient het arbeidsveld voor onze consuls van beroep nog uitgebreid. De afdeeling raadt de Regeering ten zeerste aan om te volharden op de ingeslagen baan, en zoo mogelijk het getal bezoldigde onder-consuls te vermeerderen.

Met het oog op de jaarwedde, deelden de koninklijke besluiten van 10 October 1896 en 26 Mei 1900 de consulaten in vijf klassen in, zooals hierna wordt opgegeven :

1^{ste} afdeeling : Consulaten of consulaten-generaal in Brazilië, in China, in Guatemala, in de Philippijnsche Eilanden, in Britsch Indië, in Nederlandsch Oost-Indië, in Perzië, in Siam, in Venezuela, in de Antillische Eilanden ;

2^o afdeeling : Consulaten of consulaten-generaal in Zuid-Afrika, in Australië, in Chili, op Afrika's Westkust, in Japan, in Mexico, in Peru, in de Vereenigde Staten van Amerika ;

3^o afdeeling : Consulaten of consulaten-generaal in de Argentijnsche Republiek, in Bulgarije, in Canada, in Rusland, in Syrië, in Transvaal, in Turkije, in Uruguay ;

4^o afdeeling : Consulaten of consulaten-generaal in Egypte, in Groot-Brittanje, in Griekenland, in Marokko, in Tunisië ;

5^o afdeeling : Consulaten of consulaten-generaal in Duitschland, in Denemarken, in Spanje.

De tijd, doorgebracht in een der landen, opgenomen onder de eerste afdeeling, telt dubbel voor de verhoogingen van bezoldiging, toegekend aan de consuls-generaal uit hoofde van hunnen dienstdaag.

Met het oog op hunne aardrijkskundige indeeling, zijn de algemeene consulaten gerangschikt als volgt :

Midden-Europa en Westelijk Europa, 3 consulaten : Liverpool, Keulen, Rotterdam.

Oostelijk Europa, 3 consulaten : Sofia, Moskow, Ekatherinoslaw.

Noord-Amerika en Antilles, 4 consulaten : Philadelphia, San-Francisco, Ottawa, Havana.

Zuid-Amerika, 6 consulaten : Buenos-Ayres, Caracas, Guatemala, Lima, Santiago, La Paz.

Afrika, 5 consulaten : Pretoria, Durban, Tunis, Caïro en Ténériffe.

Westelijk Azië, 1 consulaat te Smyrna.

Indië en Indo-China, 3 consulaten : Bombay, Calcutta en Bangkok.

Verre-Oosten, 6 consulaten : Shanghai, Séoul, Hankow, Hong-Kong, Tientsin en Yokohama.

Australië en Maleisië, 3 consulaten : Manilla, Melbourne en Batavia.

Het *Recueil consulaire*, waarvan het 117^e deel ter pers ligt, geeft wel-sprekend blijk van de werkzaamheid van het consulaire korps.

Het kondigt de verslagen af van onze bezoldigde consuls en van onze consuls kooplieden. Bij 't lezen van dit tijdschrift komt men tot de overtuiging dat onze consuls kooplieden, voortaan in al de landen der aarde gevestigd, onder rechtstreeksch toezicht van bezoldigde consuls of van diplomaten, beter gerangschikt zijn en een voorzeker nuttiger werk verrichten dan vroeger. In dit opzicht werd een merkelijke vooruitgang verwezenlijkt

en het past zulks te doen uitschijnen. Laat ons hier bijvoegen dat in die landen, waar wij door geene bezoldigde consuls-generaal zijn vertegenwoordigd, onze gevolmachtigden of gezantschaphoofden berichten voor het *Recueil consulaire* inzenden. Zoo bevatten de jongste nummers soms belangrijke bijdragen van onze vertegenwoordigers te Belgrado, Tanger, Mexico, Rio, Luxemburg, Bukarest. 't Is licht te begrijpen dat wij onmogelijk al de soms zeer uitgebreide verslagen van onze consuls-generaal kunnen aanhalen. Wij vermelden dus enkel de jongste verslagen over Venezuela, Costa-Rica, Zuid-Afrika, Indië, de Antilles, Korea, enz.

Behalve het *Recueil consulaire*, geeft het Departement ook uit het *Bulletin commercial*, dat onzer nijverheid groote diensten bewijst.

Om gevolg te geven aan eenen wensch, in eene der afdeelingen uitgebracht, stelde uwe Middenafdeeling een onderzoek in naar de stoffelijke inrichting van de uitgave dezer tijdschriften. Derhalve richtte zij tot het Departement de vraag : Kunnen druk en papier van het *Recueil consulaire* niet verbeterd worden?

Baron de Favereau antwoordde :

« Volgens haren aard, verschijnen de handelsinlichtingen, door het Departement van Buitenlandsche Zaken afgekondigd, of in het *Recueil consulaire*, of in het *Bulletin commercial*. Nooit werd bij het bestuur geklaagd over druk en papier van beide tijdschriften. De door de Middenafdeeling aangeduide maatregel zou den abonnementsprijs doen verhoogden, in strijd met het herhaaldelijk geuit verlangen der belanghebbenden. »

Uwe afdeeling heeft bevonden dat, zooals de achtbare Minister zegt, deze tijdschriften in eenen uiterst behoorlijken vorm worden uitgegeven.

Onze buitenlandsche diensten in 1884 en 1903.

Ten slotte geven wij eene opsomming van den algemeenen toestand onzer buitenlandsche diensten in 1884 en 1903, volgens de inlichtingen van het Departement.

1^o *Diplomatisch lichaam*. — In 1884 hadden wij 19 gezantschappen, waaraan verbonden waren 10 raadsheeren en 14 bezoldigde secretarissen.

Thans bevat ons diplomatisch lichaam 24 gezantschappen, 14 raadsheeren, 17 bezoldigde secretarissen.

Behalve dit personeel, zijn een aantal secretarissen en toegevoegden, wier proeftijd niet uit is, niet bezoldigd.

2^o *Consulair lichaam*. — Het *bezoldigd* consulair korps bevatte in 1884, 25 agenten, waaronder 22 consuls-generaal en 3 consuls.

Toen telde de *onbezoldigde* consulaire dienst, 422 agenten van elken graad.

Thans (10 December 1902) bedraagt het *bezoldigd* consulair korps, 39 agenten, waaronder 25 consuls-generaal, 6 consuls en 28 onder-consuls.

Het *onbezoldigd* consulair korps bevat thans 583 agenten van elken graad.

Vele consuls-generaal zijn insgelijks gevolmachtigd als politiek agent of zaakgelastigde.

3^o *Tolken, drogmans, enz.* — De tabel van het personeel onzer buitenslandsche diensten wordt aangevuld door dit van het bestuurspersoneel : drogmans, tolken, enz., persoonlijk op de begrooting aangeduid.

Ziehier, volgens de inlichtingen van het Departement, den tegenwoordigen toestand in dat vak :

« Thans bestaat er geen besluit tot inrichting van het vak van tolk. In de landen van het Oosten en het Verre-Oosten hebben de Europeesche regeringen sedert onheuglijke tijden hunnen gezantschappen en consulaten drogmans of tolken toegevoegd, die de gebruiken en de taal kennen van de streken waar zij hun ambt uitoefenen, en die tot bemiddelaars verstrekken voor de betrekkingen met de plaatselijke overheden.

» De uitbreiding, in de laatste jaren in België genomen door het onderwijs van vreemde talen, en menigvuldiger uitwijking van jonge Belgen, veroorloofden 's Konings Regeering eenige ambten van dien aard aan landgenooten toe te vertrouwen.

» Eerst dan wanneer de tot hiertoe genomen proeven de Regeering in staat stellen een bepaald oordeel te vellen over de practische verdienste van den nieuwen maatregel, zal het wellicht mogelijk zijn den dienst der tolken in te richten. »

Over het tijdstip van vóór twintig jaar bezitten wij aangaande dezen dienst geene inlichtingen, doch ook hier bestaat onloochenbaar vooruitgang.

4^o *Reisbeurzen.* — Het krediet van 45,000 frank, op de begrooting voor 1884 uitgetrokken, veroorloofde zeven volle beurzen van 6,000 frank en eene halve beurs van 3,000 frank toe te kennen.

Het krediet van 90,000 frank, thans daartoe op de begrooting gebracht, veroorlooft vijftien beurzen van 6,000 frank toe te kennen.

De genieters van deze beurzen zijn in onderstaande landen gevestigd :

China, 6; Philippijnsche Eilanden, 2; Perzië, 1; Siam, 1; Straits Settlements, 1; Noord-Amerika, 2; Midden-Amerika, 1; Brazilië, 1.

Met genoegen teekent de afdeeling aan dat de thans door de beursgenieters verkozen verblijfplaatsen van aard zijn om onze handelsbetrekkingen doelmatig uit te breiden en beantwoorden aan het doel van de instelling die hun ten goede komt.

Handelsverdragen.

In het verslag der middenafdeeling die de jongste begrooting van buitenslandsche zaken onderzocht, werd breedvoerig uitgeweid over onze toltarieven en de handelsverdragen met Duitschland en Oostenrijk-Hongarije.

Om alle herhaling te vermijden, geven wij enkel de nieuwe bijzonderheden op, die zich op dat gebied sedert een jaar voordeden.

Uit de handelsstatistieken over het jaar 1901, blijkt eene vermindering van de cijfers onzes uitvoers, een overigens onvermijdelijk gevolg van de crisis. Doch onze invoer hield stand en nam, zooals te verwachten was, eventjes toe.

Ziehier de cijfers :

UITVOER. — BIJZONDERE HANDEL.

Jaar 1900.	fr. 1,922,884,000
Jaar 1901.	1,828,231,000
Minder.	94,653,000

INVOER. — BIJZONDERE HANDEL.

Jaar 1900.	fr. 2,215,753,000
Jaar 1901.	2,220,991,000
Meer.	5,238,000

Toch zijn deze cijfers, zoo voor in- als voor uitvoer, als bevredigend te beschouwen, zoo men in acht neemt dat het tienjarig gemiddelde in het tijdvak 1891-1900 slechts 1,568,704,000 frank bedraagt voor den uitvoer en 1,833,683,000 frank voor den invoer.

Doch wat het dienstjaar 1901 kenmerkt, is de aanzienlijke verbetering van onzen doorvoerhandel, die 1,441,211,000 frank bedroeg, ineens al de jaren van het tienjarig tijdvak overstijgend, zelfs 1899, dat een uitzonderlijk jaar was (1,402,270,000 frank). De cijfers van het dienstjaar 1901 werden maar van 1887 tot 1890 overtroffen.

De uitslagen voor de elf eerste maanden van het dienstjaar 1902 laten overigens eene aanzienlijke oplbeuring van onzen handel voorzien.

't Is niet van belang onthloot de beweging van den ruilhandel voor de twee laatste jaren met onze vier groote Europeesche uitwegen op te geven.

Bijzondere handel.				
		Invoer in België.		Belgische uitvoer.
		1900.	1901.	1900. 1901.
Frankrijk. . fr.	575,546,000	550,955,000	426,092,000	550,598,000
Zollverein. .	525,890,000	299,955,000	426,564,000	415,548,000
Engeland . . .	300,856,000	269,504,000	559,054,000	542,025,000
Nederland . .	196,382,000	199,053,000	217,903,000	201,195,000

Algemeene handel.				
		Invoer in België.		Belgische uitvoer.
		1900.	1901.	1900. 1901.
Frankrijk. . fr.	704,869,000	674,158,000	636,124,000	550,855,000
Zollverein. . .	691,159,000	729,748,000	718,175,000	691,455,000
Engeland . . .	457,771,000	425,932,000	626,244,000	642,227,000
Nederland . .	302,909,000	307,915,000	347,185,000	327,789,000

Voor 24,300,000 frank, of 6 t. h. minder dan in 1900, werden de uit Frankrijk ingevoerde voortbrengselen aan het verbruik overgeleverd, terwijl onze uitvoer naar dat land verminderde met 75,500,000 frank, of 18 t. h. Deze vermindering treft vooral machines, kolen en coke.

De invoer uit Engeland verminderde met 31,600,000 frank, of 11 t. h.,

en raakte inzonderheid kolen, ijzer en machines; onze uitvoer naar Engeland daalde met 17,500,000 frank, of 8 t. h., en deze vermindering is vooral te wijten aan ruwe en gezuiverde suiker en aan levensmiddelen.

Nederland voerde 1 t. h. meer voortbrengselen in, doch onze uitvoer (metalen, machines en kolen) verminderde met 8 t. h.

In 1901 was er eene vermindering van 24,000,000 frank of 7 t. h. op den invoer van Duitsche voortbrengselen, in vergelijking met het vorige jaar, voornamelijk voor erts en machines, scheikundige voortbrengselen, kolen. Voor onzen uitvoer, bedraagt de vermindering 11,000,000 frank, of 3 t. h. op dezelfde voortbrengselen. Daarentegen nam de doorvoerhandel met het Zollverein in het jongste dienstjaar aanzienlijk toe.

Voor 1901 bedraagt de invoer uit het Zollverein 299,000,000 frank en onze uitvoer 415,000,000. Het verschil beloopt 116,000,000 frank, of 38 t. h. ten voordeele van den uitvoer.

Overweegt men dat in 1890, vóór de handelsverdragen, deze cijfers slechts 182,000,000 frank bedroegen voor den invoer en 247,000,000 frank voor den uitvoer, zoo blijft men overtuigd van de weldaad, welke deze overeenkomst was voor beide landen, en het nut voor hen om de aloude betrekkingen, die onze markten met die van de rijnlanden vereenigen, te bevestigen en uit te breiden.

Dus is het én voor België én voor Duitschland te wenschen dat de verworven toestand, ten minste in zijne groote omtrekken, wederzijds wordt gehandhaafd. Meer en meer blijkt de solidariteit onder de markten van het Europeesch vasteland. Er dient ook op gewezen dat in het loopend jaar de eerste steen werd gelegd van het Britsche tolverbond. Trouwens, het Blauw boek, op 3 November laatstleden aan het Engelsch Parlement medegedeeld, kondigt de besluiten af, genomen ter conferentie van de ministers des moederlands en der koloniën.

Deze conferentie verklaart het wenschelijk dat de koloniën den invoer uit Engeland hoofdzakelijk bevoordeelen en dat de keizerlijke regeering voordeelen aan de koloniën verschaft. De koloniale ministers vragen dat hunne onderlinge parlementen deze voorrechten aan den Engelschen invoer zouden verschaffen: Voor Canada, waar reeds een voorrecht van 33 t. h. bestaat en eene gunstige behandeling voor sommige artikelen: verlaging van rechten ten voordeele van Engeland en het heffen van rechten op zekere vreemde goederen, die er thans geene betalen. Voor Nieuw-Zeeland, een algemeen voorrecht van 10 t. h. ten voordeele van Engelsche bewerkte voorwerpen. Voor Kaapland en Natal: voorrecht van 25 t. h., opgewogen door eene verhooging van rechten op vreemde goederen. De aard en de omvang van de bevoorrechte behandeling werden niet bepaald (1).

Ofschoon de conferentie het liet bij wenschen, toch is de verkregen uitslag van aard om gansch de aandacht der huishoudkundigen en der staatsmannen gaande te maken. De heer Chamberlain bevestigde, met het hoog

(1) *XX^e Siècle*, 8 November 1902.

gezag, aan zijn woord verbonden, dat het mogelijk was het tolverbond aan te vullen met eenen staatkundigen bond, en zelfs beschouwde hij de practische middelen om hem tot stand te brengen en verklaarde zich ter gunste van vertegenwoordiging van de koloniën in het Parlement.

Dus is een deel der onderstelling, voorheen uitgedrukt door den heer Leroy-Beaulieu, na den heer de Molinari, en door het jongste verslag der Middenafdeeling herinnerd, zijne verwezenlijking nabij : « 't Is mogelijk, zoo schreef weinige jaren geleden de heer Leroy-Beaulieu, dat, aangedreven door het tolverbond der beide gedeelte van Amerika, zoo het tot stand kwam, wellicht door het Britsch keizerlijk tolverbond, ingeval het insgelijks ontstond, er een tolverbond op het Europeesch vasteland zou gesloten worden, waarin zouden begrepen zijn Frankrijk, België, Nederland, Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, de Balkan-Statens, Italië, Zwitserland, Spanje, Portugal en de Skandinavische Staten, zoo ze willen toetreden. Die bond, welke 250 millioen inwoners zou bevatten, zou over eene zeer uitgestrekte markt beschikken (1). »

In zijn verslag van verleden jaar, drukte de Hoogere Raad voor nijverheid en handel den wensch uit dat men in de toekomstige handelsverdragen de mogelijkheid van tolvereenigingen zou voorbehouden. « Deze strekken, zegde dit stuk, tot nauwer toehalen van de huishoudkundige banden tusschen de volken, en zijn dus een stap nader tot algemeenen vrijhandel. Zij verruimen het werkgebied der nijverheid. » In afwachting dat men, in eene wellicht afgelegen toekomst, geraakt tot de door den Hoogeren Raad voorziene uitslagen, is het handhaven van de voornaamste grondslagen der handelsverdragen met Duitschland en Oostenrijk-Hongarije een uiterst redelijke wensch, en 't leverde belang op te weten of de Regeering getrouw bleef aan de politiek die, nu tien jaar geleden, verpersoonlijkt was door de staatsmannen aan wie wij de verdragen van 1891 hebben te danken, kanselier von Caprivi en de heer Beernaert.

Reeds verleden jaar verklaarde de Regeering dat, mochten de handelsverdragen met Duitschland en Oostenrijk-Hongarije worden opgezegd, zij geneigd zou wezen in onderhandeling te treden om er nieuwe te sluiten. Op dat antwoord steunende, stelde uwe Middenafdeeling onderstaande vragen :

1^{ste} VRAAG.

Hoe staat het met de vernieuwing van de handelsverdragen met Duitschland en Oostenrijk-Hongarije?

ANTWOORD.

Het handelsverdrag, den 6ⁿ December 1891 tusschen België en Duitschland gesloten, moet van kracht blijven tot 31 December 1903. Na dien datum, houdt het op een jaar na den dag waarop eene van de verdragsluitende partijen het zou opzeggen.

Dat is mede 't geval met het verdrag

(1) *Traité théorique et pratique d'économie politique*, d. IV, blz. 116.

2^o EN 3^o VRAAG.

Is het voorafgaand onderzoek vóór de onderhandelingen over deze vernieuwing afgeloopen?

Liep dit onderzoek tevens over de landbouw- en de nijverheidsvoortbrengselen?

Werd de aandacht van de met dit onderzoek belaste ambtenaren inzonderheid gevestigd op den uitvoer van onze trekpaarden en op den toestand van onze hopteelt, met het oog op de thans bestaande tarieven en de nieuwe te nemen schikkingen?

van 6 December 1891 tusschen België en Oostenrijk-Hongarije.

Dus hangen de onderhandelingen tot vernieuwing van gemelde verdragen af van de opzegging door eenen van de onderteekenende Staten.

ANTWOORD.

Reeds den 7^{en} Februari 1901 verzocht de Regeering den Hoogeren Raad voor nijverheid en handel zijn oordeel te doen kennen over de vraagstukken, door het aanstaand vervallen van zekere verdragen opgeworpen

Dit onderzoek afgeloopen zijnde, hebben de bevoegde ministeriële departementen — te weten die van Buitenlandsehe Zaken, van Financiën en Openbare Werken, van Nijverheid en Arbeid, en van Landbouw — elkander verstaan om middelen te beramen, ten einde door praktische passende onderzoekingen de algemeene inlichtingen aan te vullen, die de Hoogere Raad verworven had.

Inzonderheid voor de landbouwbelangen, stelde zijnerzijds de Hoogere Raad voor Landbouw een onderzoek en, waarvan de uitslagen eerlang tot grondslag voor zijne beraadslagingen zullen dienen.

Het valt niet te betwijfelen of zijne aandacht zal bijzonderlijk gevestigd zijn op den uitvoer van onze trekpaarden en den toestand van onze hopteelt.

De Middenafdeeling neemt akte van deze antwoorden. Ook wijst zij, op verzoek van een harer leden, op het aanzienlijk belangrijke van onze hofbouwnijverheid en den uitvoer van fruit, met het oog op de te sluiten handelsverdragen.

Handelsreizigers.

Door uwe middenafdeelingen, die de begroting van Buitenlandsche Zaken onderzochten, werd herhaaldelijk beraadslaagd over de behandeling van onze handelsreizigers.

Daarover werd aan de Regeering eene vraag gesteld.

4^e VRAAG.

Welk stelsel wordt in Nederland toegepast op Belgische handelsreizigers en in België op Nederlandsche?

ANTWOORD.

Belgische handelsreizigers betalen in Nederland eene jaarlijksche belasting van 15 gulden.

In België betalen Nederlandsche reizigers eene jaarlijksche belasting van 20 frank, met inbegrip van de opcentiemen.

Die toestand lokte vanwege de Belgische Kamer van koophandel te Amsterdam, in haar verslag over 1902, onderstaande bedenkingen uit, waarop wij de welwillende aandacht van het Departement van Buitenlandsche Zaken vestigen :

» De Belgische Kamer van koophandel te Amsterdam, uitgaande van de overeenkomsten tusschen de Belgische en de Fransche regeering, waarbij het patent voor handelsreizigers tusschen beide landen wordt ingetrokken, wendde stappen aan om dergelijke overeenkomst tusschen de Belgische en de Nederlandsche Regeering te verwerven. Tot hiertoe hadden die pogingen geen gevolg. Toch meenen wij dat de Belgische Regeering niets mag verwaarloozen om tot zulke overeenkomst te geraken, vermits dit niets anders dan voordeelig kan zijn voor de Belgische reizigers. Trouwens, de vreemde handelsreiziger moet, om in België te werken, slechts 20 frank patent betalen, terwijl dit patent in Nederland 15 gulden of 31 frank bedraagt, en zelfs kan hij in België rondreizen zonder iets te betalen, want bij ons weten werd nooit iemand onderweg daarover aangesproken; integendeel moet de handelsreiziger in Nederland, zoodra hij zijne goederen aan de grens inklaart, het ontvangbewijs van zijn patent vertoonen of dadelijk een patent nemen, en menigmaal wordt hij aanzoekt het te vertoonen, door opzettelijk daartoe aangestelde deurwaarders. Kan hij het niet, zoo verbeurt hij zijne monsters, loopt proces-verbaal op en eene boete van 50 gulden voor de eerste maal. Verre zij het van ons, deze maatregelen af te keuren, want zoo luidt de wet. Doch hoe kwellend is zij niet voor Belgische reizigers, vermits zij in België weinig of niet wordt nageleefd. Dit zoo zijnde, schijnt het ons toe dat de Belgische Regeering het niet kan laten bij de enkele overeenkomst met de Fransche Regeering, en hopen wij dat zij eerlang een gunstig gevolg zal geven aan ons verzoek dienaangaande. Dit eischt het belang van den Belgischen handelsreiziger.

Koopvaardijvloot.

In 1899, 1900 en 1901 drong het verslag der Middenafdeeling aan op enkele praktische zijden van dit vraagstuk, en wel de zeebrieven en de eenmaking van het zeevaartrecht.

De afdeeling vroeg naar de inzichten van de Regeering over de koopvaardijvloot, en daarvan maakte het Departement van Buitenlandsche Zaken

gebruik om de door hem ontworpen maatregelen mede te deelen : in ruime mate antwoorden zij op onderstaande bedenkingen.

5^e VRAAG.

Wat zijn de inzichten der Regeering nopens de koopvaardijvloot?

ANTWOORD.

Zooals werd vastgesteld ter Senaatszitting van 12 April 1902, behoort het zeewezen niet tot de bevoegdheid van het Departement van Buitenlandsche zaken. Niettemin wijdt het eene gansch bijzondere aandacht aan de maatregelen die, de uitbreiding van 's land koopvaardijvloot steunende, zullen bijdragen tot het vergemakkelijken van de uitbreiding van onzen handel met verre landen.

Het houdt zich thans oonledig met vele vragen, die rechtstreeks verbonden zijn aan de zeevaartbelangen.

Onderhandelingen zijn aangeknoopt om eene internationale overeenkomst te sluiten voor het cognossement, en het Departement streeft naar eenmaking van de regelen van het zeevaartrecht in zake van aanzeiling en redding, welke punten in beschouwing kwamen tijdens den jongsten zitting van het internationaal Comité voor zeevaart.

Eerlang wordt bij de Kamers overgelegd een ontwerp van wet om in eenen voor de uitbreiding van onze koopvaardijvloot gunstigen zin de bepalingen te wijzigen, die thans het afleveren van zeebrieven regelen.

De afdeeling rekende het zich tot plicht de Regeering haren dank te betuigen voor de in deze nota uitgedrukte inzichten.

Naast de daarin behandelde punten, verdient de hypotheek op zee- en binnenschepen insgelijks de aandacht van al wie zich bekreunt om de toekomst van de koopvaardijvloot. De Belgische maatschappij van ingenieurs en nijverheidsmannen, die der koopvaardijvloot een gewetensvol onderzoek toewijdde, dringt met reden aan op de dadelijke noodzakelijkheid van deze hervorming, welke door de Antwerpsche reeders, in een onlangs bij de Regeering ingediend verzoekschrift, insgelijks in 't licht werd gesteld.

Zonder de Regeering eene overdreven tusschenkomst te willen aanraden, meent de afdeeling te mogen wijzen op het nut van een schoolschip voor de zeevaart. Daarover ging van graaf d'Ursel, gouverneur van West-Vlaanderen, in den loop van dit dienstjaar eene belangwekkende studie uit.

Bescherming van Belgische arbeiders in Frankrijk.

Ieder jaar hield uwe Middenafdeeling zich onledig met den toestand onzer uitwijingen.

In voorgaande verslagen werd opgeteekend welke uitslagen werden verworven, dank aan officiëelen en bijzonderen ondernemingsgeest.

Daarover stelde de afdeeling eene tweeledige vraag :

6^e VRAAG.

a) Kon de Regeering in den loop van het jongste dienstjaar het doelmatige vaststellen van de genomen maatregelen tot bescherming van de Belgische arbeiders in Frankrijk?

b) Werd de wet op de arbeidsongevallen, overkomen aan in Frankrijk arbeidende Belgische werklieden gewijzigd?

ANTWOORD.

a) Het Departement van Buitenlandse Zaken herhaalde dit jaar het onderzoek dat het drie jaar geleden had ingesteld om te weten welke maatregelen kunnen genomen worden in 't belang van in Frankrijk arbeidende werklieden.

Ingevolge dit onderzoek, kon het oordeelen over de doelmatigheid, van de vroeger genomen maatregelen, alsmede over de wezenlijke diensten, door onze consuls bewezen en dezer toewijding bij het vervullen van hunne taak.

Niettemin tracht het Departement onze consulaire vertegenwoordiging in Frankrijk te versterken met nieuwe agenten; terzelfder tijd zal het rechtsgebied in sommige gevallen anders worden afgeperkt, om beter den arbeid te verdeelen onder de reeds aangestelde agenten.

b) De Fransche Senaat deed nog geene uitspraak over de bepalingen, door de Kamer der Afgevaardigden aangenomen, tot wijziging van artikel 3 der wet van 9 April 1898, betreffende de vergoeding, toe te kennen aan vreemde werklieden die het slachtoffer zijn van een ongeval, of aan hunne rechtverkrijgenden.

De aanstaande beraadslaging over het ontwerp van wet tot vergoeding van arbeidsongevallen zal, hopen wij, de Regeering oorkonden en bewijsovervoering verschaffen, door middel waarvan zij zal kunnen aandringen om voor onze landgenooten het voordeel van wederkeerigheid te verwerven. Die maatregel is ten zeerste te wenschen, gezien de vriendschappelijke betrekkingen tusschen beide landen.

Fransch-Belgische overeenkomst betreffende de vaart van Veurne naar Duinkerke en naar Sint-Winoxbergen.

Een lid vestigde de aandacht der Middenafdeeling op de overeenkomst, die den 26ⁿ Juni 1890 werd onderteekend door de gevolmachtigden van de Fransche en van de Belgische Regeering, en den 17ⁿ Augustus 1891 door de Belgische Kamer goedgekeurd. Deze overeenkomst raakt werken aan de vaart van Veurne naar Duinkerke en die van Veurne naar Sint-Winoxbergen.

Dit lid uitte den wensch dat de Belgische Regeering de noodige stappen bij de Fransche Regeering zou aanwenden, opdat die werken verricht worden.

Reeds ter zitting van 8 October 1901 verklaarde de Regeering « dat zij bij de Fransche Regeering heeft aangedrongen opdat die werken eerlang zouden aanvangen ». Den 9ⁿ April 1902, herhaalde de achtbare Minister van Buitenlandsche Zaken: « Volgaarne verbindt de Regeering zich om bij de Fransche Regeering stappen aan te wenden opdat die werken zoo spoedig mogelijk worden voltooid. »

De Middenafdeeling machtigde haren verslaggever om andermaal de aandacht der Regeering op dit vraagstuk te vestigen.

Onze belangen in China.

Onze belangen in China gaven aanleiding tot eene zeer belangwekkende gedachtenwisseling.

7^e VRAAG.

a) Naar welken grondslag en binnen welk tijdsverloop wordt de onzen landgenooten door China verschuldigde vergoeding betaald?

b) Welke nederzettingen worden in China aan België toegestaan en welke maatregelen zijn tot hiertoe genomen om deze nederzettingen in te richten?

c) Hoe verre staat het met het heropbouwen van 's Konings gezantschap te Peking?

Dienen in China geene andere verblijfplaatsen opgericht?

ANTWOORD.

a) Krachtens artikel 6 van het slotprotocol van 7 September 1901, brengt de vergoeding, welke China zich verbond te betalen, 4 t. h. interest per jaar op, en is zij uit te keeren in negen en dertig jaar, onder de bedingen, aangeduid in het aflossingsplan, aan gemeld protocol toegevoegd.

Deze schuld wordt te Shanghai vereffend door bemiddeling van eene commissie van bankiers, waarbij iedere mogendheid eenen afgevaardigde heeft, en die het bedrag van de interesten en van de aflossing onder de schuldvorderende mogendheden verdeelt.

De afgevaardigde van de Regeering bij de commissie te Shanghai is een der bestuurders van het hulpkantoor der Chineesch - Belgische bank aldaar. Zoo wordt België's aandeel in de Chineesche

vergoeding geïnd door d Chineesch-Belgische bank, die te Shanghai of te Brussel aan de Regeering en aan de vergoede Belgen de som uitbetaalt, welke ieder hunner bij iedere storting toekomt.

De eerste storting van interesten geschiedde den 1^{er} Juli 1902. De aflossingen worden jaarlijks betaald; de eerste vervaldag is bepaald op 1 Januari 1903.

Zoodra de lijst van de vergoedingen, aan Belgische personen of maatschappijen verschuldigd, bepaald kon opge maakt worden, is zij medegedeeld aan de Chineesch-Belgische bank, die den 15^{en} October laatstleden de betalingen deed naar gelang van de gestorte som.

De volgende betalingen zullen geschieden naarmate van de stortingen door de Chineesche regeering.

b) Tot hiertoe zijn de schikkingen voor de nederzettingen van België in China niet bepaald genomen.

De Regeering is vanzins aan de Belgische Kamers maatregelen te onderwerpen, welke dien opzichts genomen zullen worden.

c) De twee paviljoenen, die tot woning moeten dienen voor het personeel onder de bevelen van den Gezant te Peking, moeten thans volbouwd zijn, doch kunnen eerst in de aanstaande maand Juni worden betrokken.

Ten gevolge van velerlei omstandigheden, konden de plans der woning van den Gezant en van hare aanhoorigheden slechts sedert kort worden vastgesteld, en onmiddellijk na den winter worden de bouwwerken ijverig doorgezet.

In afwachting, werden maatregelen genomen om gansch het personeel voorloopig in de best mogelijke voorwaarden te huisvesten.

De Regeering zal voor het loopend dienstjaar aan de Kamers een krediet van 70,000 frank aanvragen, voor de eerste kosten tot het bouwen van eene consulswoning in Korea.

Haar inzicht is alle gunstige gelegen-

heden waar te nemen om de agenten van den buitenlandschen dienst, inzonderheid in het Verre-Oosten, gebouwen te bezorgen, die beantwoorden en aan de plaatselijke gebruiken en aan de eischen van den dienst.

Met genoegen stelde de afdeeling vast hoe bezorgd zich de Regeering toont om het uitbreiden van onze betrekkingen met het Hemelsch Rijk.

Stichting Sint-Andreas te Madrid.

De opeischung, ten voordeele der Belgen, van de Sint-Andreas-stichting te Madrid, gaf voor ons gezantschap in die hoofdstad aanleiding tot welslagen. Uwe afdeeling dacht naricht te moeten inwinnen over den tegenwoordigen staat der zaak, en stelde derhalve onderstaande vraag :

8^e VRAAG.

Wat was de uitslag van de onderhandelingen over de Sint-Andreas-stichting te Madrid?

ANTWOORD.

In hare vergadering van 29 Augustus 1902, benoemde de Junte van het gasthuis Sint-Andreas-der-Vlamingen eenen Belg, priester Dassonville, tot beheerder van dat gesticht. De nieuwe titularis werd in 't genot gesteld van de voordeelen die zijn voorganger, een Spanjaard, genoot.

Onze consulaire posten in Zuid-Afrika.

Enkele vragen betreffen bijzondere punten aangaande de consulaten. Daartoe strekt namelijk de 9^e vraag, door een lid gesteld over onze belangen in Zuid-Afrika.

9^e VRAAG.

Hoe zijn thans onze consulaire posten in Engelsch en Portugeesch Zuid-Afrika ingericht?

Acht de Regeering die inrichting toereikend?

ANTWOORD.

In dat gedeelte van Afrika zijn er twee consuls-generaal van beroep. De eene heeft zijne verblijfplaats te Durban en voert het gebied over de Britsche bezittingen in Zuid-Afrika, behalve over de koloniën Transvaal en Oranje-stroom; deze maken het gebied uit van den anderen bezoldigden post, te Pretoria gevestigd. Iederen van de twee consuls-generaal is een onder-consul van beroep toegevoegd.

In onderstaande steden bestaan daarenboven onbezoldigde consulaire posten: Pretoria, Johannesburg, Bloemfontein,

Kimberley, Capetown, Port-Elisabeth, East-London, Durban en Lourençao-Marquez, (voor de Portugeesche bezittingen aan de oostkust).

Deze inrichting schijnt aan de tegenwoordige behoeften te beantwoorden. Toch zou de Regeering zonder dralen alle andere schikkingen nemen, die nuttig worden bevonden.

Daarenboven is het Departement van Buitenlandsche Zaken vanzins de ontdekkingsreizen te herhalen, die vroeger in deze streken plaats vonden. Deze reizen zullen onze consuls van beroep in staat stellen zich rekenschap te geven van de wijzigingen, die het wellicht gepast zou zijn aan onze thansbestaande consulaire vertegenwoordiging toe te brengen.

Algemeen consulaat te Caïro.

Om gevolg te geven aan den wensch, door een lid in eene afdeeling uitgebracht, ondervroeg de Middenafdeeling de Regeering over dit feit, dat een diplomaat gevolmachtigd is als consul-generaal te Caïro.

10^e VRAAG.

Om welke reden is een diplomaat van beroep gevolmachtigd als consul-generaal in Egypte?

ANTWOORD.

Vóór 1869, had België in Egypte niet anders dan eenen consul-generaal van vreemde nationaliteit.

Sedert 1869, werd onze vertegenwoordiging in dat land onafgebroken toevertrouwd aan leden van het diplomatisch lichaam, vooreerst met den titel van consul-generaal, vervolgens, te beginnen met 1875, met dien van agent en consul-generaal, welke werd bekleed door al de andere diplomaten, die hun ambt in Egypte uitoefenden.

De Regeering handelde aldus uit hoofde van de steeds toenemende belangrijkheid van dezen post, en omdat zij rekening diende te houden met de bijzondere omstandigheden van de vertegenwoordiging der vreemde mogenheden in dat land, onderworpen aan het oppergezag van den keizer der Ottomanen.

Op die wijze verkeert België's vertegenwoordiger te Caïro in den gunstigsten toestand om te zorgen voor onze handelsbelangen in Egypte.

Het antwoord der Regeering is afdoende. Want zoo er een beginsel is, waarvan België dient uit te gaan bij de inrichting van zijne buitenlandsche diensten, dan is het wel zijne algemeene houding en het karakter van zijne vertegenwoordigers te regelen naar de gebruiken, door andere mogendheden aangenomen.

Internationaal kantoor voor het afkondigen van tollarieven.

Verleden jaar wees uwe Middenafdeeling op het nuttig en gewetensvol werk, door deze instelling verricht tijdens de tien eerste jaren van haar bestaan.

Volgens het jongste verslag, geven wij het getal op van de tarieven, in dat tijdvak afgekondigd :

	Getal afgekondigde tarieven.	Getal bijvoegsels.
1 ^{ste} dienstjaar . . .	24	21
2 ^e — . . .	37	28
3 ^e — . . .	48	64
4 ^e — . . .	33	69
5 ^e — . . .	41	107
6 ^e — . . .	20	77
7 ^e — . . .	19	92
8 ^e — . . .	20	96
9 ^e — . . .	17	101
10 ^e — . . .	16	90

Tijdens het 11^e dienstjaar, werden 16 tarieven in vijf talen afgekondigd en 120 bijvoegsels.

De in 1901 uitgegeven tarieven betreffen de volgende landen :

Engeland (5^e uitgave); Frankrijk (3^e uitgave); Salvador (2^e uitgave); Britsch-Honduras (3^e uitgave); Ecuador (3^e uitgave); IJsland (2^e uitgave); Peru (2^e uitgave); Antigoa (3^e uitgave); Chili (2^e uitgave); Fransche kust der Somalis; Britsch protectoraat Pérak; Britsch protectoraat Selangor; Britsch protectoraat Negri Sembilan; Britsch protectoraat Pabang; Seychelles eilanden; Engelsche kust der Somalis.

Er zijn plaatsen opengevallen onder het personeel van het kantoor; daarom stelde de Middenafdeeling onderstaande vraag :

11^e VRAAG.

Wat is het personeel van het internationaal Kantoor voor tollarieven?

Is het talrijk genoeg?

ANTWOORD.

De internationale overeenkomst van 5 Juli 1890 en de uitvoeringsschikking van zelfden datum regelden de vraagstukken, verbonden aan de begrooting van het internationaal Kantoor voor het uitgeven van tollarieven.

België's Minister van Buitenlandsche Zaken werd gemachtigd de noodige maatregelen te nemen voor de inrichting en werking van deze instelling,

binnen de perken, door deze diplomatische akten gesteld, en over de schikkingen, krachtens deze machtiging genomen, werd vanwege de verbonden Staten geene aanmerking hoegenaamd gemaakt.

Het gewoon personeel van het internationaal Kantoor telt 12 beambten. In zijn jongste jaarverslag (September 1902), stelt de voorzitter met voldoening vast dat dank zij den ijver van deze beambten, het *Bulletin des douanes* in den loop van het jongste dienstjaar meer stukken afkondigde dan in vorige jaren.

Er zou geene reden bestaan om voortsnu het personeel te vermeerderen.

Nu dat de handel gestadig meer internationaal wordt, is het noodig de tolwetten der verschillende landen te kennen. 't Valt te betreuren dat de uitgaven van het internationaal kantoor niet meer gekend zijn in de handels- en nijverheidswereld.

Onderzoek van de cijfers der Begrooting.

De Begrooting van 't Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1903 bedraagt	fr. 3,341,813
De verleden jaar gestemde kredieten beliepen	3,283,988
dus voor 1903 eene verhooging van	fr. 57,825

De verhooging van 8,625 frank onder artikel 2, en van 10,000 frank onder artikel 5 der Begrooting wordt uitgelegd in de nota, aan dat stuk toegevoegd.

Het nieuw krediet van 25,000 frank, onder artikel 6 voorzien, betreft de jaarwedde van den gezant te Tanger en is slechts eene overdracht van artikel 8, dat 5,000 frank hooger beloopt dan in het vorige dienstjaar. Door deze overdracht, verhoogt artikel 8 wezenlijk met 30,000 frank. De Memorie van toelichting acht deze som noodzakelijk om den toestand van onderscheidene consuls te verbeteren, iets waarop zij recht hebben, ingevolge de inrichtingsbepalingen, alsmede om de onder-consuls te vergelden, die verlof hebbende consuls vervangen.

Onder artikel 10, vermeldt de Begrooting eene verhooging van 2,000 frank, voor de jaarwedde des kanseliers bij 's Konings gezantschap te Parijs. Deze maatregel is gesteund op de aanzienlijke diensten, welke die ambtenaar bewijst aan de talrijke in Frankrijk gevestigde Belgen, alsmede op andere overwegingen, waarvan de inleidende nota gewag maakt.

Eene laatste verhooging van krediet, ten bedrage van 7,200 frank, onder artikel 11, is 't gevolg van de aanstelling van eenen eersten tolk te Peking,

en van de verhooving der jaarwedde van de drogmans bij het gezantschap te Belgrado en bij het agentschap en algemeen consulaat te Sofia.

Uitslag van het onderzoek van de Begrooting in de afdeelingen :

	Goedkeurende stemmen.	Afwijzende stemmen.	Onthoudingen.
1 ^{ste} afdeeling	10	»	4
2 ^e —	8	9	»
3 ^e —	14	»	1
4 ^e —	9	»	1
5 ^e —	13	1	»
6 ^e —	11	»	»
	<u>65</u>	<u>10</u>	<u>6</u>

In de Middenafdeeling werden al de artikelen en de Begrooting in haar geheel eenparig goedgekeurd.

De Middenafdeeling heeft de eer aan de Kamer voor te stellen om in te stemmen met het ontwerp van wet.

De Verslagger,

Bon L. BÉTHUNE.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.